

DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE DÉLÉGUÉ AU BUDGET ALI BRAHITI

Le Président de la République présente ses condoléances à la famille du défunt

P. 24

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel soumet ses propositions

P. 4

DIPLOMATIE

Entretiens téléphoniques entre M. Boukadoum et ses homologues espagnol, italien et irlandais

P. 24

DURANT SA RENCONTRE AVEC DES MEDIAS NATIONAUX

Tebboune assure que le peuple algérien est sa préoccupation majeure

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est dit, vendredi soir, fermement attaché à la consécration de la transparence pour rétablissement de la confiance du citoyen en son Etat, assurant que le peuple, notamment ses classes moyenne et ouvrière, était sa préoccupation majeure. Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le Président Tebboune a déclaré que "l'Algérie est un Etat transparent et je suis, plus que jamais, attaché à la transparence car nous n'avons rien à cacher", assurant que sa "préoccupation majeur" est le peuple, et notamment, ses classes moyenne et ouvrière". C'est la classe moyenne qui a été la plus affectée par les différents problèmes qu'a connu le pays depuis 1988, particulièrement pendant les années du terrorisme, et la dégradation de la situation économique qui s'en était suivie, a-t-il ajouté.

APS

P.p 3-4-6-10



HYDROCARBURES-SYNDICAT

Les syndicats attachés au dialogue et s'opposent aux "attaques" visant le pôle industriel de Hassi Messaoud

P. 5

ENERGIE

Sonatrach : «la production n'a pas reculé en dépit de la réduction des effectifs»

P. 6

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

L'Algérie a importé pour près de 2 mds USD au 1^{er} trimestre 2020

P. 24

SANTÉ

APHTES

Comment s'en débarrasser plus vite ?

P.p 12-13

FOTBALL

ENREGISTREMENT SONORE (PROCÈS)

La LFP se constitue partie civile

P. 21



USA-RACISME

Bob Dylan "malade" en voyant les images de la mort de George Floyd

P. 16

BASE AÉRIENNE DE BOUFARIK (BLIDA)

Embarquement de 90 tonnes d'aides humanitaires à destination du Mali

P. 24

SANTÉ-TIARET Fin de fonction du directeur de l'établissement hospitalier "Youcef Damerdji"



Le directeur de l'établissement hospitalier "Youcef Damerdji" de la ville de Tiaret a été démis de ses fonctions jeudi, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la santé et de la population (DSP).

La même source a indiqué que la direction de la santé et de la population de la wilaya de Tiaret a reçu une correspondance portant décision du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de mettre fin aux fonctions du directeur de l'hôpital "Youcef Damerdji".

La raison de la décision de mettre fin aux fonctions de ce responsable, installé le 5 février 2019, est due à "l'inefficacité dans la gestion de l'établissement", a-t-on fait savoir.

SITES AADL Des instructions pour faciliter les travaux d'aménagement extérieur



Le Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Mohamed Tarek Belarbi, a donné des instructions pour lever les obstacles auxquels font face les bureaux d'études en matière de travaux d'aménagement extérieur des projets AADL, indique jeudi, un communiqué de l'Agence.

En exécution des instructions qu'il a données lors de sa dernière visite aux projets AADL dans la wilaya de Bejaia, le directeur central des études et de l'architecture de l'AADL s'est réuni avec le directeur des projets de Bejaia et les chefs des projets au niveau du site 2900, 2000, 1000 et 3200 logements de type location vente à Oued Ghir, ainsi que les bureaux d'étude AADL et les représentants des maîtres d'ouvrages, où ils ont examiné les voies et moyens de mettre en oeuvre ces instructions et trouver des solutions aux obstacles qui se posent aux bureaux d'études.

Le directeur central a ordonné de revoir certaines études précédentes relatives aux travaux d'aménagement extérieur.

Il a été question également, lors de cette réunion de coordination, de trouver une méthode de travail future en vue d'accélérer la cadence de la réalisation et de concrétiser les promesses sur le terrain.

RAPATRIEMENT DES ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER Arrivée d'un vol d'Istanbul avec 302 voyageurs à bord



Un avion de la compagnie aérienne nationale Air Algérie en provenance de l'aéroport d'Istanbul (Turquie) a atterri jeudi soir à l'aéroport international d'Alger avec à son bord 302 Algériens qui étaient bloqués dans ce pays suite à la suspension du trafic aérien en raison de la pandémie de Covid-19, a indiqué le chargé de l'information et de la communication à Air Algérie, Amine Andaloussi.

S'inscrivant dans le cadre de la poursuite des opérations de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger, le vol A-330 a atterri à l'aéroport international d'Alger à 20h00, a fait savoir M. Andaloussi.

D'autres citoyens devront être rapatriés de Turquie demain vendredi à bord d'un avion d'Air Algérie, a-t-il précisé. Ces vols s'inscrivent dans le cadre du programme de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, en raison de la suspension du trafic aérien et de l'application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au rapatriement de tous les ressortissants algériens bloqués à l'étranger du fait de la propagation de la pandémie de covid-19.

Les ambassades algériennes dans les pays où des Algériens sont bloqués ont pris en charge l'organisation des vols de rapatriement et la communication avec ces derniers via des courriers électroniques et des SMS.

Près de 13.000 ressortissants citoyens ont été rapatriés depuis la suspension du trafic aérien le 18 mars dernier.

CRIMINALITÉ MÉDÉA Démantèlement d'une bande criminelle spécialisée dans le cambriolage et le vol d'accessoires de véhicules (SN)



Les éléments de la police de la wilaya de Médéa ont démantelé une bande criminelle, composée de (05) individus, âgés entre 20 et 25 ans, spécialisée dans le cambriolage et le vol d'accessoires de véhicules, a indiqué jeudi un communiqué des services de la Sûreté nationale (SN).

Suite à plusieurs plaintes déposées au niveau de la 4e Sûreté urbaine faisant état de cambriolages et de vols d'accessoires de véhicules garés dans un parking au niveau d'un quartier de la ville de Médéa, les éléments de la Police judiciaire ont intensifié les opérations d'investigation et de recherches et procédé à l'identification et à l'arrestation d'un suspect, a précisé le communiqué.

L'enquête menée par les éléments de la Sûreté a permis l'arrestation des autres suspects impliqués dans nombre de cambriolages et de vols, a ajouté la même source.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Médéa pour cambriolage de nuit, vol aggravé en groupe et vol sur la voie publique".

ACCIDENTS DE LA ROUTE 4 morts et un blessé dans la commune de M'sila



Quatre (4) personnes sont décédées et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu samedi au lieu-dit "Deffaf" relevant de la commune de M'sila, ont annoncé les services de la protection civile de wilaya.

L'accident s'est produit suite à une collision entre un véhicule touristique et un camion semi-remorque sur la route nationale 45 (M'sila - BordjBouarréridj), a ajouté la même source, précisant que les morts étaient à bord du véhicule léger.

Les dépouilles des victimes et le blessé ont été transférés à l'hôpital du chef-lieu de wilaya, ont souligné les mêmes sources, notant qu'une enquête a été ouverte par les services sécuritaires concernés pour déterminer les causes et les circonstances exactes de l'accident.

La wilaya de M'sila a enregistré durant les derniers 48 heures deux accidents provoquant le décès de sept (7) personnes, relève-t-on.

MOSTAGANEM Arrestation d'un organisateur de traversées clandestines par mer (sûreté de wilaya)

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Mostaganem ont arrêté un organisateur de traversées clandestines par mer via les réseaux sociaux, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération est intervenue après l'arrestation récemment d'une personne près de la plage "La crique" (littoral de la ville de Mostaganem), qui avait en sa possession une somme de 150.000 dinars et 330 euros, a précisé la même source.

Il s'est avéré que cette personne, originaire de la wilaya de Jijel, s'est rendue à Mostaganem dans l'intention d'immigrer clandestinement.

Les investigations ont révélé aussi qu'elle était en contacts par voie électronique avec l'un des organisateurs de ce genre d'opérations, explique-t-on encore.

Exploitant ces informations, les éléments de la brigade spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité ont pu identifier et arrêter, dès le lendemain, l'organisateur des traversées en question, selon la même source, ajoutant que les enquêtes ont montré que le principal suspect usait, via les réseaux sociaux, d'escroquerie en faisant croire à ses victimes qu'il organisait des traversées clandestines contre la somme 150.000 dinars.

Une procédure judiciaire a été entamée contre les deux individus arrêtés, âgés de 23 et 37 ans qui ont été présentés devant le procureur de la République près de la cour de Mostaganem pour trafic clandestin d'immigrants et tentative de sortie illégale du territoire national, affirme-t-on.

Après leur comparution devant le juge de référé, le principal mis en cause (l'organisateur de traversée clandestines) a été condamné à 18 mois de prison ferme en plus d'une amende de 300.000 dinars, alors que le deuxième a été relaxé, indique-t-on de même source.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT DES MÉDIAS

Tebboune souligne son attachement à la consécration de la transparence et assure que le peuple algérien est sa préoccupation majeure

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est dit, vendredi soir, fermement attaché à la consécration de la transparence pour rétablissement de la confiance du citoyen en son Etat, assurant que le peuple, notamment ses classes moyenne et ouvrière, était sa préoccupation majeure.

Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le Président Tebboune a déclaré que "l'Algérie est un Etat transparent et je suis, plus que jamais, attaché à la transparence car nous n'avons rien à cacher", assurant que sa "préoccupation majeure" est le peuple, et notamment, ses classes moyenne et ouvrière". C'est la classe moyenne qui a été la plus affectée par les différents problèmes qu'a connu le pays depuis 1988, particulièrement pendant les années du terrorisme, et la dégradation de la situation économique qui s'en était suivie, a-t-il ajouté. Le programme de logement location-vente (AADL) avait été conçu pour cette catégorie, a-t-il rappelé affirmant que les programmes de logement portaient d'une réalité bien nationale et n'étaient pas un simple tremplin politique. Soulignant l'importance qu'il accorde aux préoccupations des Algériens, il a assuré que chaque citoyen aura ses droits mais qu'il faut laisser au Gouvernement le temps de concrétiser les différentes exigences du développement. Le président de la République a mis en garde, dans ce contexte, contre l'instrumentalisation par divers moyens et des plans visant l'Algérie, il a évoqué "un acharnement extérieur d'où la nécessité de la vigilance pour mettre en échec ces desseins.

Par ailleurs, le président Tebboune a évoqué des "dérapages prévisibles" lors du débat sur l'avant-projet d'amendement constitutionnel concernant les constantes de la Nation. Revenant sur la polémique autour des points inhérents aux constantes de la Nation dans le cadre de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel, le Président a réitéré sa confiance en les membres du Comité d'experts, en leur nationalisme et en leur attachement aux constantes

de la Nation, des éléments "qui ne souffrent aucun doute", a-t-il soutenu.

Après avoir assuré qu'aucun délai n'avait été fixé pour ce débat, "qui pourrait se poursuivre jusqu'à fin juin", il a fait savoir que la Présidence de la République a été destinataire de "quelque 1500" rapports de propositions de la part des partis politiques et de la société civile.

A une question sur le régime de gouvernance futur de l'Algérie, le président de la République a précisé que "la tendance va vers un régime semi-présidentiel", estimant que l'essentiel est de sortir du régime présidentiel "rigide".

Par ailleurs, le président Tebboune a évoqué un autre point figurant dans la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel soumis au débat, à savoir la participation de l'Armée Nationale Populaire (ANP) aux opérations militaires en dehors des frontières, affirmant qu'une telle participation "n'interviendra qu'avec l'aval du peuple à travers ses représentants au Parlement". "Nous disposerons d'une Constitution claire et transparente et notre armée aura la possibilité d'adhérer aux décisions des instances internationales et régionales pour participer aux missions de maintien de la paix". M. Tebboune a tenu à ce propos à préciser que "notre philosophie restera la même et ne changera jamais", ajoutant qu'il s'agit simplement d'un retour à la normale, partant du principe que si l'ANP aura à participer à des opérations en dehors des frontières, cela se fera "sous le couvert de la Loi et de la Constitution et pour accomplir des missions pacifiques pour la défense de l'Algérie". Pour ce qui est de la situation sanitaire, le Président Tebboune a souligné que toutes les décisions à prendre concernant le déconfinement "seront des décisions scientifiques et non politiques ou administratives".

"Le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus se réunira samedi au siège de la Présidence de la République et la décision qui s'impose sera prise après analyse minutieuse de la première



phase de déconfinement partiel décidée par le Gouvernement, a-t-il assuré.

Dans ce contexte M. Tebboune a salué la culture de prévention chez les citoyens, affirmant que "tous les chiffres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus étaient transparents. Face à la transparence des services sanitaires, le Président Tebboune a invité les entreprises économiques impactées par la pandémie Covid-19 à faire preuve de "transparence" et d'"honnêteté" en sollicitant l'aide de l'Etat qui dispose des moyens de contrôle nécessaires pour vérifier la crédibilité des données fournis au sujet des pertes subies. Tout en admettant l'impact multilatéral de la pandémie, il a minimisé l'incidence financière, estimant que "sur le plan financier, il n'y a pas eu un impact considérable car nous avons pris nos précautions". Affirmant que le soutien de l'Etat aux catégories impactées "ira aussi loin que nécessaire", le Président de la République a assuré qu'il (l'Etat) "n'abandonnera pas les jeunes chômeurs".

"La politique de solidarité nationale sera maintenue et aucun citoyen ne sera lésé", a-t-il ajouté annonçant que les jours à venir verront la levée de suspension sur certaines activités commerciales. Par ailleurs, le Président de la République a estimé qu'"il est encore tôt pour parler d'ouverture de l'espace aérien", précisant qu'une telle décision était du ressort des spécialistes, et devrait tenir compte de la préservation de la santé des citoyens. M. Tebboune a annoncé, par la même, l'installation samedi

Unis, soulignant "l'amitié de longue date et le respect mutuel" existant entre les deux pays outre les accords stratégiques ayant trait à la lutte contre le terrorisme et bien d'autres domaines. Il a souligné, à ce propos, que pour les Etats-Unis d'Amérique, "l'Algérie est un pays qualifié pour la médiation, un pays stabilisateur dans la région". Le Président Tebboune a cité également l'Allemagne, rappelant les relations bilatérales économiques importantes dans de nombreux secteurs. Il a précisé, par ailleurs, que la majorité de ces pays et bien d'autres, partagent la vision de l'Algérie concernant le dossier libyen et constatent de plus en plus que "l'Algérie avance sur la voie de la démocratie".

Concernant la crise libyenne justement le président de la République a indiqué que "l'Algérie est très peiné pour la situation dans laquelle se trouve ce pays frère, car elle a vécu pareilles tragédies et sait comment s'en sortir". Réitérant que "la solution pour la Libye ne saurait être militaire", il a rappelé que l'Algérie se tient à l'équidistance de l'ensemble des parties et est disposée à aider à mettre un terme à la crise et à l'effusion de sang. "Le sang qui coule en Libye est bel et bien celui des Libyens et non de ceux qui y mènent une guerre par procuration", a-t-il déploré estimant que "quel que soit le nombre de victimes, le retour à la table des négociations est impératif, d'où la nécessité de les engager".

Des relations diplomatiques stratégiques basées sur les intérêts communs

Concernant les relations diplomatiques avec certains pays, M. Tebboune a précisé l'Algérie et la France, "sont deux grands Etats, en Afrique pour l'un et en Europe pour l'autre, qui ont des intérêts communs les obligeant à travailler ensemble, mais cette bonne intention se heurte parfois à des tentatives de lobbies de susciter des conflits, et par conséquent de nuire à ces intérêts".

Dans le contexte des relations extérieures à l'Algérie, le Président Tebboune a évoqué également les relations entre l'Algérie et les Etats-

"L'Algérie et la France, deux Etats liés par des intérêts communs les obligeant à travailler ensemble"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, vendredi soir, que l'Algérie et la France étaient deux Etats liés par des intérêts communs, les obligeant à travailler ensemble.

L'Algérie et la France, "sont deux grands Etats, en Afrique pour l'un et en Europe pour l'autre, qui ont des intérêts communs les obligeant à travailler ensemble, mais cette bonne intention se heurte parfois à des tentatives de lobbies de susciter des conflits, et par conséquent de nuire à ces intérêts", a déclaré le Président Tebboune, lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux.

Evoquant les relations algéro-françaises à la lumière de la diffusion, par deux chaînes publiques françaises, d'un reportage attaquant les institutions de l'Etat et le Hirak populaire, il a assuré n'avoir aucun problème avec son homologue français, Emmanuel Macron avec lequel il a dit avoir une entente quasi parfaite.

Le président Macron a fait montre, à plusieurs reprises, de positions "qui l'honorent" sur la question de la mémoire et les crimes du colonialisme français, a ajouté le président de la République, rappelant ses déclarations lors de sa visite en Algérie, et même en France.

Dans le contexte des relations extérieures toujours, le Président Tebboune a évoqué également les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis, dont il avait reçu, il y a quelques jours, l'ambassadeur en audience, soulignant "l'amitié de longue date et le respect mutuel" existant entre les deux pays outre les accords stratégiques ayant trait à la lutte contre le terrorisme et bien d'autres domaines. Il a souligné, à ce propos, que pour les Etats-Unis d'Amérique, "l'Algérie est un pays qualifié pour la médiation, un pays stabilisateur dans la région". Ce constat, a-t-il ajouté "est tiré de l'histoire de l'Algérie, qui depuis l'indépendance, n'a jamais versé ni dans l'attaque, ni dans des partis pris pour les uns ou contre les autres". "Et l'histoire nous a donné raison", a-t-il conclu sur ce point. Le Président Tebboune a cité également l'Allemagne, dont il avait reçu récemment l'ambassadeur, rappelant les relations bilatérales économiques importantes dans de nombreux secteurs.

Il a précisé, par ailleurs, que la majorité de ces pays et bien d'autres, partagent la vision de l'Algérie concernant le dossier libyen et constatent de plus en plus que "l'Algérie avance sur la voie de la démocratie".

"Nécessité d'accorder du temps au Gouvernement pour la prise en charge des préoccupations des citoyens"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que chaque citoyen recouvrera son droit, mettant en avant la nécessité d'accorder du temps au Gouvernement pour concrétiser les différentes préoccupations relatives au développement. "Le Gouvernement mène depuis près de 5 mois son action entravée par la pandémie du COVID-19 et il est nécessaire de lui accorder du temps pour qu'il puisse réaliser son programme", a déclaré le Président Tebboune lors de son entrevue avec nombre de médias nationaux, retransmise vendredi soir. Le Président Tebboune a rappelé, à cette occasion, ses engagements durant la campagne électorale pour la Présidentielle du 12 décembre 2019, adressées aux différentes catégories de la société à l'image du personnel du secteur de l'Education

nationale et de l'enseignement supérieur, ainsi que de la réduction des impôts pour les catégories vulnérables et autres. Relevant certaines formes de protestations et de perturbations survenues récemment à l'instar de la fermeture des routes, le Président de la République a souligné l'intérêt qu'il accorde personnellement aux zones d'ombre, précisant que ce sont des situations suscitées. "Des parties poussent à l'anarchie par tous les moyens", comme il y existe "un acharnement étranger contre l'Algérie", a-t-il dit, soulignant que la question réside en "la protection du pays", d'autant que les parties qui s'acharnent contre le pays dispose de plans pour porter atteinte à l'Algérie, mais elles ne réaliseront jamais leurs desseins. Après avoir appelé à "la retenue et à ne pas se laisser entraîner par ces plans", le

Président de la République a rassuré que "celui qui a un droit, l'obtiendra", et que "les questions de développement et de progrès nécessitent du temps".

Le Président Tebboune a indiqué qu'à travers son suivi quotidien aux différents médias et rapports qui lui parviennent de différentes régions, il semble que "quelque chose se trame" contre l'Algérie. "Nous ne sommes pas parfaits et nous œuvrons à sortir de la crise par la sagesse, le travail et la solidarité", a-t-il soutenu, mettant l'accent sur l'impératif de construire une économie nationale et "valoriser les points positifs" réalisés.

Il a indiqué, à ce propos, qu'il "existe des problèmes et des lacunes mais ils sont exprimés avec exagération et de manière douteuse".

APS

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT DES MÉDIAS «Les entreprises lésées invitées à faire preuve d'honnêteté et de transparence" en sollicitant l'aide de l'Etat »

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a invité les entreprises économiques lésées par la pandémie de la Covid-19 à faire preuve d'honnêteté" et de "transparence" en sollicitant l'aide de l'Etat qui dispose des moyens de contrôle nécessaires pour vérifier la crédibilité des données présentées au sujet des pertes occasionnées.

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, diffusée vendredi soir sur les télévisions et radios nationales et les chaînes de télévision privées, le Président Tebboune qui répondait à une question sur la prise en charge de l'impact économique de la pandémie, a fait savoir que "les entreprises lésées sont tenues de faire preuve d'honnêteté en sollicitant l'aide de l'Etat qui jouera son rôle de contrôle, pour éviter de porter atteinte à l'économie nationale".

"Nous sommes prêts à aider les entreprises qui présentent des chiffres claires", a-t-il poursuivi, affirmant que les entreprises économiques avaient poursuivi leurs activités en période de confinement et n'ont observé qu'un arrêt partiel, sachant qu'elles avaient des stocks qu'elles avaient mis en vente durant cette période". Sur cette base, "le secteur privé qui se plaint d'avoir libéré 50% de ses effectifs doit prouver qu'il avait effectivement libéré les employés temporairement et leur avait versé leurs salaires. A ce moment là, nous examinerons sa situation et l'indemniserons pour ses pertes".

Le Président Tebboune a reconnu l'impact financier et économique, voire psychologique de la pandémie, tout en minimisant son incidence financière, estimant que "sur le plan financier, il n'y a pas eu un



impact considérable car nous avons pris nos précautions".

Pour le président Tebboune, "les plus impactés par la pandémie sont les artisans et les professionnels libéraux à l'instar des coiffeurs, des menuisiers et des taxieurs qui ne possèdent habituellement pas d'épargne financière".

Cette frange a bénéficié de l'allocation de 10.000 Da dans sa première phase, en attendant la seconde phase prochainement, a-t-il rappelé affirmant que le versement de cette allocation mensuelle se poursuivra durant toute la période de confinement.

L'Etat soutiendra "autant que faire se peut" cette catégorie lésée et n'abandonnera pas les jeunes chômeurs", a rassuré le Président de la République, ajoutant que "la politique de solidarité nationale sera maintenue et profitera à tout un

chacun". Le Président Tebboune a évoqué également "l'éventuelle levée de la suspension de certaines activités" commerciales. Concernant les entreprises économiques d'envergure, le Président de la République juge "inadmissible que certaines entreprises demandent une exonération fiscale d'une année alors que la durée du confinement était de deux à trois mois".

"Certes, nous n'allons pas abandonner les entreprises mais notre aide n'interviendra qu'après contrôle et si nous constatons une exagération dans les plaintes, la réponse sera de moindre importance", a poursuivi le Président de la République.

Le débat autour de l'impact économique de la pandémie ne doit, en aucun cas, "se transformer en une tentative de déstabilisation", a-t-il indiqué précisant que pour parvenir à un véritable développement écono-

mique, les entreprises économiques sont appelées à contracter une assurance tous risques.

L'assureur prendra en charge une partie de ces risques, et l'Etat prendra en charge le reste", a affirmé M. Tebboune. Par ailleurs, le Président de la République a estimé qu'il est encore tôt pour parler d'ouverture de l'espace aérien", soulignant qu'une telle décision était du ressort des spécialistes, et devrait tenir compte de la préservation de la santé des citoyens.

Dans ce sillage, le Président de la République a réitéré la disponibilité de l'Etat à garantir les ressources financières nécessaires à la prise en charge des citoyens. Plus explicite, le Président Tebboune a rappelé son engagement à injecter "un milliard de dollars s'il le faut, la santé du citoyen n'ayant pas de prix".

PROJET D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION Le Conseil constitutionnel soumet ses propositions au président de la République

Le Conseil constitutionnel a annoncé vendredi dans un communiqué avoir soumis au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un document comprenant des observations et propositions concernant l'avant-projet d'amendement de la Constitution.

Le document, qui comprend les observations et propositions du Conseil constitutionnel concernant l'amendement de la Constitution, se rapporte à sept (7) paragraphes du préambule et propose le réagencement de la mouture de manière à mettre en évidence la séparation et l'équilibre des trois pouvoirs en accord avec la nature du régime politique que l'amendement entend consacrer, à savoir le régime semi-présidentiel, a précisé le communiqué.

Outre ses observations, le Conseil constitutionnel a fait des propositions d'ajout, de suppression ou de reformulation concernant 102 articles de l'avant-projet, avec un exposé des motifs pour chaque proposition, a ajouté la même source, soulignant que "ces observations et propositions ont été soumises au président de la République".

Après avoir reçu la mouture du projet d'amendement de la Constitution des services de la Présidence de la République le 7 mai dernier, le Conseil constitutionnel a tenu 18 réunions entre le 11 mai et le 11 juin, a rappelé le communiqué. Le Conseil constitutionnel a en outre salué l'initiative du président de la République relative à l'amendement de la Loi fondamentale pour "asseoir les fondements de la nouvelle République sur la base de la consolidation de la démocratie, de la consécration de l'équilibre et de la séparation des pouvoirs et du renforcement de la protection des droits fondamentaux, des libertés et de l'indépendance de la magistrature", selon le communiqué.

La qualification de "fondement essentiel" pour l'édification de la nouvelle République, promise par le Président Tebboune lors de sa campagne électorale de la Présidence du 12 décembre 2019, le Conseil constitutionnel a affirmé que l'initiative d'amendement constitutionnel découlait des "revendications du Hirak béni, qu'il a concrétisées dans sept axes principaux définis dans la lettre de mission qu'il a adressée au Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour la révision de la Constitution".

Le Conseil constitutionnel a également loué le président de la République pour la "méthode judicieuse qu'il a adoptée en soumettant la mouture de l'amendement à un large débat et en invitant les institutions, les partis politiques, la société civile et l'ensemble des citoyens à donner leur avis sur ce projet", estimant qu'"il s'agit d'une louable tradition sans précédent essentielle créée par le président Tebboune et d'un nouveau jalon essentiel pour asseoir les fondements de la nouvelle République initiée par le président de la République et que le peuple algérien appelle de ses vœux".

Saluant les efforts "soutenus" déployés par le Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur la révision de la Constitution, pour l'élaboration d'une mouture étant "la plateforme pour le débat et le dialogue autour du texte fondamental du pays", le Conseil constitutionnel a affirmé s'être penché sur l'examen de la mouture partant de la mission que lui a confiée le législateur, à savoir "veiller au respect de la Constitution". Il a ajouté avoir accompli cette mission en étant "conscient de la responsabilité qui lui incombe du fait de son expérience, fruit d'une longue pratique du contrôle constitutionnel, de l'explication des dispositions de la Constitution, et de la protection des droits et libertés". Cette expérience, poursuivie le communiqué, lui permet, plus que quiconque, de contribuer efficacement à l'enrichissement de ce projet important qui ambitionne l'édification d'une Algérie nouvelle où règne démocratie, consolidation de la protection des droits et libertés, équilibre et séparation des pouvoirs, indépendance de la justice, et un saut qualitatif en matière de justice constitutionnelle à la faveur de la création d'une Cour constitutionnelle. Outre sa mission de contrôle constitutionnel, la Cour constitutionnelle tranchera également les conflits entre les autorités et les institutions, une mission confiée à cette Cour par le Président de la République en vue de garantir l'équilibre entre les pouvoirs et assurer le bon fonctionnement des institutions. Il s'agit aussi de la constitutionnalisation de mécanismes pour assurer la transparence et la probité des échéances électorales, par l'Autorité nationale indépendante des élections. Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche a veillé dès réception de la mouture de révision constitutionnelle à mobiliser tous les moyens, humain, matériel, logistique et documentaire pour assister le Conseil dans l'élaboration d'une étude approfondie de la Mouture et présenter des propositions pertinentes dans ce cadre. M. Fenniche a procédé, poursuit la même source, à la création d'une commission placée sous sa présidence chargée de l'examen, du débat et de la proposition des propositions du Conseil sur le projet, et d'une autre sous-commission présidée par le directeur général du Centre d'études et de recherches constitutionnelles, chargée de s'assurer de la conformité du texte en langue arabe avec la version en langue française, de la précision de la terminologie utilisée et de l'ordre des articles proposés, et ce en vertu de la décision 64 du 10 mai 2020.

"La participation de l'ANP aux opérations militaires de maintien de la paix en dehors des frontières se fera sous la bannière d'organisations internationales"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, vendredi, que la question de la participation de l'Armée nationale populaire (ANP) aux opérations militaires en dehors du territoire national, prévue par l'avant-projet de l'amendement constitutionnel, se ferait sous la bannière d'organisations internationales et dans le cadre d'opérations de maintien de la paix et serait tributaire de l'aval des deux tiers des membres du Parlement. Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a évoqué le point figurant dans la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel soumis au débat, relatif à la participation de l'ANP aux opérations militaires en dehors des frontières, affirmant qu'"elle se fera de manière démocratique et avec l'aval des deux tiers du Parlement". "Nous disposerons

d'une Constitution claire et transparente et notre armée aura le droit d'adhérer aux décisions d'instances internationales et régionale pour participer aux missions de maintien de la paix", a poursuivi le président de la République qui a tenu à rappeler que l'ANP avait déjà participé, à maintes reprises, à des opérations en dehors des frontières sous la bannière de l'ONU, ainsi qu'à des guerres dans le cadre de la défense arabe commune, mais n'a jamais participé à "des opérations offensives". Il a souligné, dans ce sens, que ce point avait fait couler beaucoup d'encre, mais "le plus important a été omis, à savoir que l'armée n'interviendra qu'avec l'aval des deux tiers des représentants du peuple et non sur décision du Président".

"Ce débat est provoqué par des parties qui étaient intervenues, de manière effective, dans des conflits

en dehors des frontières et qui nous reprochent aujourd'hui de vouloir changer notre doctrine militaire", a soutenu le Président de la République.

"Notre philosophie n'a jamais changé", souligne M. Tebboune précisant qu'il s'agit simplement d'un retour à la normale", partant du principe que si l'ANP aura à participer à des opérations en dehors des frontières, cela se fera "sous le couvert de la Loi et de la Constitution et pour accomplir des missions pacifiques pour la défense de l'Algérie". Pour le Président Tebboune "La taque est la meilleure défense, mais dans certaines limites", rappelant l'opération terroriste qui avait ciblé la base de Tiguentourine il y a quelques années, "la philosophie adoptée alors interdisait toute attaque contre les terroristes tant qu'ils se trouvent en dehors de nos frontières".

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE Commission des Finances et du Budget : "l'impératif d'accorder de larges prérogatives à la Cour des Comptes pour préserver les deniers publics"

Les membres de la commission des Finances et du Budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) ont appelé, jeudi, à accorder de larges prérogatives à la Cour des Comptes dans le cadre du projet de révision de la Constitution, affirmant que cet organe pourrait jouer un rôle "primordial et important" dans la préservation des deniers publics et le signalement des dysfonctionnements dans la gestion financière du Trésor public.

Lors de la séance de débat du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2017 ayant suivi l'exposé du président de la Cour des Comptes, Abdelkader Benmarouf, les membres de la commission ont insisté sur l'impératif d'accorder de larges prérogatives à la Cour des Comptes dans le cadre du projet d'amendement constitutionnel et ce afin de réactiver son rôle et de le renforcer au plan légal en matière de contrôle de la gestion financière et de l'exécution du budget global de l'Etat. A cet effet, le député Touahria El Meliani Abdelbaki, membre de la commission a estimé que la non application des recommandations contenues dans les précédents rapports par les ministères concernés démontre "l'inutilité" du rôle de la Cour des Comptes en tant qu'organe consultatif, mettant l'accent, dans ce sens, sur l'impérative "reconsidération de cette institution".

Pour sa part, le député Zineddine Dediche a plaidé pour la révision de l'article 192 de la Constitution actuelle relatif aux missions de la Cour des Comptes et ce afin de lui conférer "un pouvoir judiciaire" et de renforcer "l'indépendance" de cet organe. Il a déploré, en outre, l'absence de base juridique imposant l'application

obligatoire des recommandations de la Cour, estimant que la reformulation de plus de 20 anciennes recommandations dans le rapport du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2017 dénotait "la faiblesse" de cet organe devant le Gouvernement et les assemblées locales élues. De son côté, la députée Nadjet Amara s'est interrogée, dans son intervention, sur l'utilité de la Cour des Comptes au moment où ses recommandations contenues dans les rapports précédents ne sont pas prises en considération.

La députée Halima Zidane s'est interrogée, quant à elle, sur l'importance de présenter le rapport du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2017 en l'absence de modification du mode de gestion financière et la correction de anomalies dans ce domaine.

Les membres de la commission des finances et du budget ont émis plusieurs observations inhérentes à certains volets du rapport de la Cour sur ledit projet de loi, demandant des explications sur l'absence de chiffres sur "les détournements de fonds" et "les dépassements enregistrés dans la réévaluation des coûts financiers des projets publics".

Ils ont exprimé, en outre, leur grande préoc-



pation quant à l'absence de mécanismes d'audit bancaire et le manque de moyens humains, dont souffre la Cour, l'empêchant d'accomplir ses missions au niveau national. Certains intervenants ont cité le problème du faible niveau de recouvrement fiscal qui dénote, selon eux, "l'incapacité des établissements financiers à faire face aux marchés parallèles" et "les pressions exercées par certains hommes d'affaires sur les agents des directions des impôts". Répondant aux questions des députés, Abdelkader Benmarouf a affirmé que la Cour des comptes prenait en considération toutes les observations faites lors du débat, les qualifiant "d'appui important".

A cet effet, il a fait part de son intention d'introduire dans les prochains rapports un chapitre consacré au volet pratique des recommandations

pour évaluer l'application des observations introduites dans ce sens par les gestionnaires du budget, à l'effet de prendre les décisions, voire les mesures appropriées au moment opportun.

Concernant les missions de la Cour des comptes, M. Benmarouf a souligné que cette instance continuait, à ce jour, à assumer son rôle d'organe consultatif, mais uniquement en ce qui concerne les conditions d'application et d'exécution de la loi de finances et la vérification des chiffres. Il a reconnu, néanmoins, que le cadre d'"investigations" demeure restreint au niveau national. M. Benmarouf a estimé, par ailleurs, que les exonérations fiscales estimées à plus de 950 milliards de dinars en 2017 entravaient l'optimisation du recouvrement fiscal et influent dans une large mesure sur l'équilibre budgétaire.

HYDROCARBURES/ SYNDICAT Les syndicats attachés au dialogue et s'opposent aux "attaques" visant le pôle industriel de Hassi Messaoud

Les syndicats d'entreprises, filiales du groupe Sonatrach ont affirmé jeudi leur "attachement au dialogue" avec le Groupe tout en s'opposant aux "attaques acharnées" visant à porter atteinte au pôle industriel de Hassi Messaoud base incontournable de l'économie nationale, a indiqué un communiqué de la fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et chimie (FNTPGC).

"Nous secrétaires généraux des syndicats d'entreprises, filiales du Groupe Sonatrach implantées à Hassi Messaoud (Sonatrach - ENSP - Enafor - ENTP - Enago), réunis le 9 juin 2020 au siège de la fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et chimie (FNTPGC) à Alger, sous l'égide de son secrétariat fédéral, nous notons avec une grande satisfaction le discours et les orientations du Secrétaire général de l'UGTA pour la préservation de la stabilité et le climat social qui demeureront une ligne rouge à ne pas franchir et veiller à leur sauvegarde", lit-on dans le communiqué.

A cet effet, ils rassurent qu'ils resteront "une muraille solide contre les intentions malsaines qui se cachent et s'expriment à travers les réseaux sociaux pour semer l'incertitude et l'inquiétude dans les rangs des travailleurs dans le but de nuire au climat social avec des attaques acharnées sans fondement contre les managers du Groupe Sonatrach et les représentants de ses travailleurs".

Les syndicalistes participant à cette réunion ont, dans ce cadre, assuré leur engagement total pour demeurer à l'avant-garde et ne "toléreront jamais le fait de voir des malsains porter atteinte au pôle industriel de Hassi Messaoud base incontournable de l'économie nationale, surtout en cette période", ajoute la même source.

Ils confirment aussi dans une déclaration commune intitulée "plate forme de Hassi Messaoud" leur "insatiable" écoute aux préoccupations de l'ensemble du collectif des travailleurs du secteur à travers

le territoire national en matière de santé, de gestion carrière et des problèmes socio-professionnels ainsi que la défense des intérêts matériels et moraux conformément à la législation et les lois algériennes ainsi que les accords internationaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Par ailleurs, les syndicats des entreprises, filiales du groupe Sonatrach soulignent que consentis de la situation économique et financière très critique que tra verse le pays, à l'instar des pays exportateurs de pétrole, liée à la chute des prix du baril de pétrole sur le marché mondial, et afin de préserver les postes d'emploi ainsi que la pérennité des entreprises du groupe, se déclarent "ouverts à tout dialogue avec le Groupe Sonatrach dans l'intérêt général et le but de maintenir les équilibres financiers".

Pour se faire, ils font appel à tous les responsables au niveau du ministère de tutelle et les instances syndicales pour intervenir auprès des dirigeants du Groupe Sonatrach pour l'octroi d'un plan de charges en mesure d'assurer la préservation des postes de travail".

Il s'agit aussi de sensibiliser les managers du Groupe Sonatrach pour la concrétisation de leur engagement envers les filiales et intervenir auprès des hautes instances du pays pour "l'étude d'une éventuelle réduction ou annulation des charges fiscales, excessivement élevées". Les syndicats proposent également, la création d'une cellule de veille économique au niveau des instances syndicales, afin de répondre avec efficacité et dans un délai court à tout choc en mesure de secourir la production pétrolière. "Chercher et présenter toujours des propositions et des mesures concrètes afin de faire face à cette conjoncture économique très difficile et faire adhérer les managers à nos réflexions, figurent aussi parmi les recommandations de la réunion des syndicats du Groupe Sonatrach" a conclu le communiqué de la FNTPGC.

ECONOMIE VERTE

"Valoriser les filières de recyclage des déchets et des ressources biologiques et mettre à jour les listes de métiers de l'environnement"

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats a fait état jeudi à Alger du renforcement et de l'organisation des filières de valorisation et de recyclage de tous les types de déchets et de ressources biologiques, et de la mise à jour des listes de métiers environnementaux dans le cadre de l'activation du programme de l'économie verte.

Répondant à une question orale sur la stratégie du secteur de l'environnement et de sa mise en œuvre sur le terrain, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine, Mme Benharrats a précisé qu'"en concrétisation des engagements du Président de la République d'édifier une Algérie nouvelle et en application du plan d'action du Gouvernement, le secteur a procédé, dans sa stratégie, à l'implication de différents secteurs ministériels et des acteurs de la société civile afin de prendre en charge au mieux les revendications du citoyen, relatives à la

préservation de son environnement, la protection de sa santé et l'amélioration de son cadre de vie.

La ministre a en outre fait part d'un travail en cours, à travers cette stratégie, afin de préserver les services socioéconomiques et écologiques des systèmes environnementaux, en développant une nouvelle vision de gouvernance, fondée sur trois axes, à savoir la transition écologique, la transition énergétique et la transition vers la citoyenneté environnementale, avec un rééquilibrage régional entre le Nord et le Sud où l'environnement désertique se verra accorder un intérêt particulier car étant un axe essentiel.

Cette stratégie comprend également l'axe de la relance des mesures de contrôle et de dissuasion visant la protection de tous les milieux d'accueil et l'élimination des déchets aléatoires, en sus de la conversion des espaces récupérés en espaces verts, a ajouté la ministre. En ce qui concerne la transition énergétique, Mme Benharrats a souligné que cette transition

souhaitée était partiellement due au secteur de l'environnement à travers la concrétisation du programme de développement des énergies renouvelables en dehors du réseau avec un programme de 1000 mégawatts à l'horizon 2030, dont 500 mégawatts à l'horizon 2024.

Ce programme sera mis en œuvre progressivement à tous les niveaux, particulièrement dans les zones isolées et du Sud, notamment agricoles et pastorales, a-t-elle fait savoir.

Elle a en outre ajouté que ce programme sera accompagné de mesures réglementaires, de mécanismes d'incitation et de programmes de sensibilisation, prévoyant qu'il visait principalement l'approvisionnement de 150.000 logements isolés en énergie, l'arrosage de 180.000 hectares de terres agricoles dans le Grand sud et les régions enclavées et le développement d'activités de l'agriculture pastorale dans les régions steppiques et désertiques.

Pour cristalliser l'idée d'écono-

omie verte, la ministre a indiqué qu'il a été procédé à la mise en place d'une plateforme numérique en faveur des associations actives dans le domaine écologique en vue de les accompagner et améliorer leurs rendements.

La wilaya de Sétif dispose actuellement de près de 150 opérateurs actives dans le domaine de la récupération et de 6 unités pour la valorisation et le recyclage de certains produits comme le plastique et les déchets métalliques, a-t-elle précisé.

En réponse à une autre question du député Youcef Bekkouche (Front El Moustakbal) à propos de la décharge anarchique située dans la commune de Chettia (Chlef) et ses effets sur le milieu écologique, pour laquelle il a appelé à sa transformation en décharge publique contrôlée, la ministre de l'Environnement a rappelé que la direction de l'environnement de cette wilaya a bénéficié en 2011 de l'opération intitulée "étude pour la réalisation du projet du centre d'enfouissement tech-

nique des déchets durs urbains dans la commune de Chettia", pour une enveloppe financière de 3.500.000,00 DA, mais après avoir choisi le terrain pour le projet et l'achèvement de son étude en 2012, sa réalisation n'a pas été enregistrée par les services du ministère des Finances en dépit des multiples demandes à son sujet.

Cette décharge anarchique - poursuit la ministre - est située à l'est de la commune de Chettia et à 3 km environ de l'Aéroport de Chlef, d'une superficie de 3,95 ha et accueille près de 125 tonnes de déchets ménagers. De par la grande superficie qu'elle occupe, le service de l'environnement ont effectué plusieurs interventions pour contenir cette décharge et réduire ses dégâts sur l'environnement, à savoir des campagnes de volontariat pour le nettoyage, la mobilisation du matériel pour l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets et autres secteurs publics.

AGRICULTURE/CÉRÉALICULTURE Omari donne à partir de Médéa le coup d'envoi de la campagne moisson- battage des wilayas du nord du pays

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari, a donné jeudi à Médéa le coup d'envoi officiel de la campagne moisson-battage pour les wilayas du nord du pays et procédé au lancement de la campagne nationale de lutte contre les incendies de forêts pour la saison 2020.

M. Omari a saisi cette occasion pour rappeler le caractère "stratégique" de la filière céréalicultrice et la "nouvelle dynamique" enclenchée par son département, avec le concours des différents intervenants en vue "d'augmenter le potentiel existant dans le pays." "Nous sommes en train de travailler sur la productivité des céréales afin de faire augmenter et de fructifier les gisements de production, éparpillés à travers tout le territoire national", a indiqué à l'APS le ministre, en marge du lancement de la campagne moisson-battage qui s'est déroulée au niveau de l'exploitation agricole "Amar Bouarif", dans la commune de Seghouane, à 43 km à l'est de Médéa.

La nouvelle dynamique repose, selon le ministre, sur "l'optimisation de l'ensemble des outils (output) susceptible d'être mis à profit pour atteindre cet objectif, ainsi que sur le recours à la recherche scientifique pour développer encore davantage les techniques et moyens de production de céréales". Chérif Omari a précisé que son département a mis en œuvre, dans cette optique, des unités de recherche au niveau des grands instituts d'agronomie avec comme mission, l'exploitation de toutes les innovations agricoles et techniques à même de garantir une hausse substantielle de la production de céréales, en particulier les filières blé dur et orge". La filière céréalicultrice a réalisé un "grand acquis" en matière d'autosuffisance en semence, a relevé le ministre, assurant que l'Algérie "n'importe plus, depuis 1995, de semences de blé, dont les achats à l'étranger avoisinaient les trois (3) millions de quintaux, ce qui représente pour la trésorerie du pays l'équivalent de 400 millions de dollars".

Fort de cet acquis, le département de l'Agriculture "concentre ses efforts pour une exploitation efficace et efficiente de tous les espaces réservés à la céréalicultrice ou pouvant le devenir, y compris dans le sud du pays, en adoptant un système d'irrigation permettant d'économiser l'eau et en associant tous les organismes et structures en relation avec la filière, de sorte à parvenir, dans un proche avenir, à renforcer notre production de céréales", a indiqué Chérif Omari.

ENERGIE

Sonatrach : la production n'a pas reculé en dépit de la réduction des effectifs (P-dg)

Le Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a affirmé, vendredi à In Amenas (Illizi), que les volumes de production pétrolière et gazière n'avaient pas reculé en dépit de la réduction du nombre des effectifs dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

"En dépit de la situation sanitaire difficile que traverse le monde en raison de la propagation de la covid-19 et la réduction des effectifs dans le cadre des mesures de prévention contre la pandémie, les volumes de production pétrolière et gazière sont restés aux mêmes niveaux", a fait savoir M. Hakkar, lors d'un point de presse à l'issue d'une visite d'inspection à plusieurs infrastructures pétrolières et gazières à In Amenas (Illizi).

Il a cité, à ce propos, l'exemple des plateformes pétrolières et gazières à In Amenas où les mêmes volumes de production sont enregistrés avec 35% seulement de leurs effectifs.

Soulignant que ces mêmes mesures étaient adoptées au niveau de la Direction générale, le premier responsable de la Sonatrach a fait état de la tenue de quelque 3.000 réunions, internes et externes, par visioconférence et de la signature de plusieurs accords avec des partenaires étrangers.

M. Hakkar a indiqué, en outre, que la Sonatrach était la première entreprise en Algérie à avoir mis en place une cellule de crise pour faire face aux défis engendrés par la pandémie.

Il a rappelé, dans ce sens, que suite à l'en-

registrement du premier cas de Covid-19, un ressortissant étranger travaillant pour la Sonatrach, les mesures nécessaires avaient été prises, notamment le placement des travailleurs en quarantaine, outre la fourniture de tous les moyens de prévention.

S'agissant des cas confirmés au Covid-19, il a assuré que "la situation est sous contrôle", précisant que le nombre au niveau de Sonatrach et de toutes ses filiales variait entre 100 et 150 cas.

Un chiffre "très faible" par rapport au nombre global des effectifs qui dépassent les 140.000, a-t-il ajouté.

Evoquant sa visite, le P-dg a fait savoir qu'"il s'agit d'une visite d'inspection pour s'enquérir des effectifs et de leurs conditions de travail ainsi que du respect de toutes les mesures sanitaires prises afin d'endiguer la propagation de la covid-19", saluant, dans ce sens, "tous les travailleurs de Sonatrach, grâce auxquels nous avons réussi à préserver notre niveau de production et la dynamique propre à notre groupe".

Le groupe Sonatrach prépare déjà l'étape "post-coronavirus", a-t-il assuré, annonçant la signature prochaine de plusieurs contrats de production, de pétrochimie et de services.

S'agissant de la stratégie de Sonatrach, M. Hakkar a dit que "le groupe s'est tourné vers l'international", d'autant qu'il est présent en Tunisie, Libye, Mali et Pérou ainsi qu'en Europe (Italie, Espagne et Royaume-Uni) à travers des sociétés de commercialisation des produits gaziers et pétroliers et en Turquie dans le cadre d'un projet pétrochimique. Le Groupe continue à prospecter des

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2020

Président Tebboune : "les hausses fiscales accompagnées de mesures de renforcement du pouvoir d'achat"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, vendredi soir, que les hausses fiscales prévues dans la loi de Finances complémentaire (LFC) 2020 avaient été accompagnées de plusieurs décisions visant le renforcement du pouvoir d'achat du citoyen, réitérant que l'Etat maintiendra son soutien aux catégories vulnérables, notamment dans les zones d'ombre.

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a précisé que les augmentations fiscales contenues dans la LFC 2020, notamment celles relatives aux prix du carburant, dont l'impact est insignifiant, ont été accompagnées de décisions visant à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen.

Il a cité, dans ce sens, la réévaluation du SMIG à 20.000 DA et l'exonération des salaires équivalents ou inférieurs à 30.000 DA de l'IRG, ce qui induit, a-t-il expliqué "une augmentation mensuelle de 20 à 25%". Mettant en garde contre les tentatives de semer le trouble et l'anarchie par l'exploitation de certaines tribunes médiatiques et les réseaux sociaux, le président Tebboune a relevé haut niveau de maturité et de conscience des citoyens face à ces plans subversifs.

"Force est de constater que l'Algérie fait l'objet d'un acharnement extérieur visant sa déstabilisation", a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : "il n'est ni logique ni acceptable qu'une chaîne étrangère, accréditée en Algérie, se déplace dans des stations-services pour interviewer les citoyens sur les récentes augmentations



des prix des carburants, d'une manière qui révèle que le but est clairement d'attiser la colère et le mécontentement". "Au vu des rapports qui me parviennent, et que je suis attentivement, je peux affirmer que des choses se trament pour attenter à notre stabilité intérieure.

Nous avons déjoué leur premier plan, puis le deuxième et nous resterons vigilants contre toutes leurs tentatives désespérées", a-t-il poursuivi.

Concernant les questions du développement, le Président de la République a tenu à préciser qu'il avait commencé à mettre en œuvre ses engagements et qu'il continuera à le faire, ajoutant que c'est là un processus qui demande du temps. A cette occasion, M.

Tebboune a déclaré, à l'adresse du front social, que "les droits seront préservés et pris en charge progressivement".

Déplorant "des agissements injustifiés" accompagnant certaines revendications sociales, notamment en matière d'emploi et de logement, il a appelé à la patience car le gouvernement actuel n'est en place que depuis cinq mois, dont deux à trois consacrés à la lutte contre la pandémie du Coronavirus.

Il faut donc lui laisser le temps de travailler et chacun aura son droit, a-t-il dit.

A ce propos, le Président de la République a réaffirmé que l'Etat accorde un grand intérêt aux questions du développement, essentiellement dans les zones d'ombre, dont le nombre s'élève, a-t-il

estimé, à près de 15.000 à travers le territoire national. Le Gouvernement œuvre pour répondre aux préoccupations des populations mais les choses pour rattraper le retard accusé ne sont pas aussi faciles que le pensent certains, a-t-il souligné.

Relevant que l'économie nationale continue à fonctionner, en dépit de la situation sanitaire, il a affirmé que l'essentiel, à présent, est d'intensifier davantage les efforts pour sa promotion et sa diversification.

A ce propos, le Président de la République a regretté le fait que les acquis réalisés en cette période de pandémie ne soient pas évoqués, citant le saut quantitatif et qualitatif enregistré dans le secteur agricole, "avec un rendement de plus de 25 milliards de dollars alors que les voix alarmistes prévoyaient, au début de la crise du COVID-19, l'effondrement de l'économie et un pays au bord de la famine".

Concernant le dossier de l'habitat, le Président Tebboune a réaffirmé la détermination de l'Etat à apporter son soutien et son aide aussi bien à travers le logement social que les autres formules, notamment pour la classe moyenne, la plus pénalisée durant les dix dernières décennies dans ce domaine.

opportunités d'investissement profitables au niveau international, dans le cadre de sa politique d'expansion à l'intérieur comme à l'extérieur, a-t-il soutenu.

Nombre de projets pétroliers et pétrochimiques en cours de réalisation

Concernant les projets prioritaires en pétrochimie, le P-dg a cité la raffinerie de Hassi Messaoud d'une capacité de 5 millions de tonnes/an dont l'accord de réalisation a été signé début 2020, ajoutant que les études techniques étaient en cours et que le lancement des travaux était prévu début 2021.

Outre ce projet visant à réaliser l'autosuffisance au Sud du pays en ces produits, M. Hakkar a fait état du lancement prochain d'autres projets si miliaires à Tiaret et Skikda.

Le Groupe compte réaliser d'autres projets pour la transformation des produits pétroliers en plastique, a-t-il indiqué. Dans ce contexte, M. Hakkar a mis en avant la signature d'un projet en partenariat avec le groupe Total à Arzew (Oran), en sus d'un deuxième projet en partenariat avec les Turcs. Il existe, selon lui, d'autres projets en cours d'étude, à l'instar d'un mégaprojet d'une valeur de 6 milliards de dollars pour la transformation de gaz et de pétrole en produits plastiques à valeur ajoutée à Skikda, qui est actuellement à l'étape de concertation avec un partenaire étranger, ou encore le projet de méthanol et dérivés également "projet d'envergure de l'ordre de 6 milliards de dollars en cours d'étude et de concertation avec un autre partenaire". Un autre projet relevant du ministère de l'Industrie et

auquel prendra part Sonatrach concerne l'extraction et la transformation des phosphates et se trouve, d'après le responsable, "en cours d'étude et sera signé avant la fin de l'année avec un partenaire pour entamer directement la réalisation". Inspectant, par ailleurs, deux unités de production pétrolière et de transformation gazière à In Amenas, le P-dg de Sonatrach a incité les responsables à relever le taux de gaz récupéré de 25% à 40% à l'aide des nouvelles technologies, soulignant l'impératif de réduire les dépenses d'investissement notamment en termes de rénovation des unités et de recourir aux nouvelles techniques permettant une exploitation optimale des moyens disponibles.

Intervenant lors de cette visite, le Secrétaire général (SG) du Syndicat national du Groupe Sonatrach, Djerroud Khellaf a précisé que "le groupe passe par des périodes difficiles impliquant une forte mobilisation et le dialogue demeure le meilleur moyen pour aplanir tous les obstacles".

De même qu'il a rappelé que la direction du groupe "a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour dépasser la situation épidémiologique de la Covid-19".

A noter que le groupe Sonatrach avait offert aux habitants de cette région un don composé de divers moyens de prévention contre la Covid-19, réceptionné par le DSP d'Illizi, Ahmed Zenati, en sus d'un autre don similaire réceptionné par la directrice de l'établissement sanitaire de proximité d'In Amenas, Houria Benazzouz.

PRIX DU PÉTROLE Le Brent à plus de 38 dollars vendredi à Londres

Le pétrole se relevait doucement vendredi de sa forte chute de la veille, dans un marché qui a profité d'un regain d'aversion au risque pour enregistrer ses bénéfices.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 38,82 dollars à Londres, en hausse de 0,70% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet gagnait 0,63%, à 36,57 dollars. Jeudi, les cours avaient lâché 8,2%.

Dernièrement, "les prix du pétrole ont progressé pied au plancher, il est donc naturel que le marché reprenne ses esprits et corrige les excès", a commenté Bjornar Tonhaugen, analyste.

"Il n'est pas surprenant que lorsque l'aversion au risque revient sur le marché, ce qui a fait flancher les marchés actions hier, cela engendre également des prises de bénéfices sur le pétrole", a renchéri Eugen Weinberg, analyste. Lundi, les cours du pétrole avaient atteint des niveaux



plus vus depuis la mi-mars, avant que les mesures prises pour contrer la pandémie de Covid-19 n'envoient l'or noir dans les limbes.

Néanmoins, "les coupes historiques de l'Opep+ sont toujours en place", ce qui devrait limiter la chute des prix, a signalé Fawad

Razaqzada, analyste. Samedi dernier, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés se sont mis d'accord pour prolonger en juillet la réduction de production à laquelle ils s'astreignent depuis le 1er mai.

"Et malgré les craintes d'une deuxième vague de

coronavirus, il est peu probable que les principales économies soient à nouveau complètement paralysées, ce qui signifie que la demande de pétrole brut ne sera pas aussi durement touchée qu'elle ne l'était il y a deux mois", a ajouté M. Razaqzada.

La baisse de jeudi a notamment été provoquée par les craintes concernant une deuxième vague de coronavirus, alors que les Etats-Unis ont enregistré 941 morts supplémentaires liées au coronavirus dans les dernières 24 heures, portant à 113.774 le nombre de décès dans le pays, selon le comptage jeudi de l'université Johns Hopkins.

"Nous ne pouvons pas fermer l'économie de nouveau", a toutefois prévenu le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin, interrogé sur la chaîne CNBC.

ACCORD OPEP+ L'Algérie et l'Arabie saoudite optimistes quant à la stabilisation du marché pétrolier

L'Algérie et l'Arabie saoudite ont affirmé leur optimisme quant à la stabilisation du marché pétrolier et au rétablissement des prix, suite aux décisions relatives à la reconduction de la baisse de production, approuvées lors de la 179e réunion de l'OPEP et de la 11e réunion ministérielle des membres OPEP et non OPEP tenue samedi dernier.

Il s'agit principalement de la décision de baisse de la production de pétrole de 9,7 millions de barils/jour en juin courant, de 9,6 millions de barils/jour en juillet et de 7,7 millions de baril/jour à partir du 1er août jusqu'à la fin du mois de décembre 2020.

Ces baisses seront suivies d'une réduction de la production de 5,8 millions de barils/jour à partir du 1er janvier 2021 jusqu'à avril 2022.

Les résultats des réunions de samedi dernier étaient "exceptionnels", notamment en ce qui concerne l'adoption d'un mécanisme d'indemnisation pour les pays n'étant pas parvenus à atteindre la pleine conformité avec l'accord du 12 avril dernier durant les mois de mai et de juin, a déclaré M. Arkab, mardi soir à la télévision algérienne, en réponse à une question sur l'impact de l'accord de l'OPEP+ sur le rétablissement des prix du pétrole.

"Nous avons mis à l'aise les pays concernés pour rattraper l'écart et appliquer l'accord durant les mois de juillet et d'août 2020", a-t-il dit, ajoutant que le mécanisme d'indemnisation qui n'existait pas auparavant a donné "davantage de flexibilité dans l'application de l'accord sur la baisse de production et à surmonter la tension engendrée par le non respect de l'application, à 100%", de l'accord sur la

baisse de la production par certains pays, contrairement à d'autres qui ont honoré leurs engagements.

Il a appelé, une nouvelle fois, les pays concernés à appliquer l'accord à 100%.

Il a insisté également sur l'importance de cette décision relative à la réunion de la comité ministériel mixte de suivi de l'accord de baisse de la production qui assure mensuellement le suivi de la mise en application de l'accord sur la baisse de la production.

Le ministre a mis l'accent, en outre, sur la pleine coopération entre l'OPEP et ses alliés pour un marché stable devant servir l'intérêt mutuel des pays producteurs, assurer un approvisionnement efficace et sécurisé des consommateurs et servir l'économie mondiale.

De même qu'il a rappelé les ajustements supplémentaires volontaires de production annoncés par l'Arabie saoudite (1 million baril/j), les Emirats Arabes Unis (100 000 b/j), le Koweït (80 000 b/j) et le Sultanat d'Oman (10 000 à 15 000 b/j) prévus durant le mois en cours censés contribuer, selon lui, à la relance du marché pétrolier, d'autant plus que les cours de l'or noir sont repartis à la hausse lors du premier mois de l'accord.

Participant par visioconférence à l'émission télévisée, le ministre saoudien de l'Énergie, en l'occurrence le prince Abdulaziz Ben Salmane s'est dit convaincu que "les pays de l'Opep sont en mesure de faire face à cette situation marquée par l'impact du coronavirus sur le marché pétrolier et s'en sortent rassurés".

Cependant, il y a un effort qui doit être déployé par l'implication de tous les membres, a-t-il dit, faisant allusion au respect

impératif par les pays signataires de l'accord de coopération d'appliquer la réduction de la production.

Au sujet d'une seconde vague de coronavirus évoqué par des experts, le prince saoudien a affirmé que "nous allons faire avec, il ne faudrait pas baisser les bras, et je ne vois se profiler aucun recul, si l'on se réfère à celui de 30% de la demande relevé en avril dernier, et c'est du jamais vu auparavant".

Toutefois, le ministre saoudien n'a pas nié que les dernières réunions de l'Opep et l'Opep+ ont connu u "une certaine tension" en raison du non respect par certains pays de l'accord à 100%, au moment où d'autres, à l'instar de l'Algérie et de l'Arabie Saoudite se sont conformés au taux arrêté.

Et "nous avons rapidement dépassé cette étape grâce à la conscience de tous les membres de l'importance de réaliser la stabilité du marché pétrolier", a-t-il encore soutenu, exprimant sa conviction de l'impératif pour les pays signataires d'appliquer le texte de cet accord sur la réduction de la production car "le non respect de celui-ci impactera non seulement le pays concerné mais l'ensemble des Etats membres".

Le prince Ben Salmane a tenu à mettre au clair que son pays mettait "tous les conflits de côté lorsqu'il s'agit de mener à bien la contribution du cadre Opep et Opep+ dans la stabilité du marché pétrolier".

A noter que la prochaine réunion du Comité ministériel mixte de suivi (JMMC) est fixée au 18 juin, tandis que les pays de l'Opep et non Opep se sont mis d'accord sur la tenue d'une réunion ministérielle à Vienne le 1er décembre 2020.

HYDROCARBURES - ÉCONOMIE - PANDÉMIE Une perte de 1.800 milliards de dollars en 2020 pour le secteur des hydrocarbures

Le secteur des hydrocarbures enregistrera une perte de 1.800 milliards de dollars en 2020, à cause de la pandémie de Covid-19, selon une étude de l'Agence de notation Fitch Ratings.

"La pandémie du coronavirus et l'effondrement des prix du pétrole qui en résulte devraient causer une perte de

1.800 milliards de dollars pour l'industrie pétro-gazière en 2020, soit près de 40% du total. C'est ainsi que le secteur des hydrocarbures qui sera le plus touché par la crise", précise la même source. L'Agence prévoit également des pertes totales de 5.000 milliards de dollars pour l'économie mondiale, cette année, cela corres-

pond à plus du tiers des pertes totales et fait de ce secteur le plus touché. "La nature critique et coûteuse de l'extraction du pétrole et du gaz en termes de revenus, de dépenses d'exploitation et d'investissements explique que ce secteur domine nos projections de pertes de revenus en 2020. C'est six fois plus

que l'impact sur le secteur du commerce de détail par exemple", a noté Fitch Ratings.

Par ailleurs, les revenus du segment de l'exploration et de la production devraient chuter d'environ 1.000 milliards de dollars pour s'élever à 1.047 milliards de dollars selon la société de recherche indépendante Rystad Energy.

INDICATEUR-CROISSANCE L'économie mondiale se remet plus lentement que prévu (FMI)

L'économie mondiale semble se remettre plus lentement que prévu de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 et aura des séquelles persistantes, a estimé vendredi l'économiste en chef du Fonds monétaire international, Gita Gopinath. "Il y a une grande incertitude sur la reprise", a-t-elle déclaré lors d'une vidéo diffusée dans le cadre du 7e Forum annuel de politique monétaire asiatique. Le FMI doit publier le 24 juin ses nouvelles prévisions économiques et "elles seront très probablement pires que ce que nous avions en avril", a prévenu Mme Gopinath. "La grande question est de savoir comment la reprise va être, quelles séquelles et pour combien de temps" cette crise va laisser, a-t-elle également consenti, étant donné l'ampleur de la récession, le début des faillites et des problèmes d'insolvabilité ainsi que les potentiels changements de comportement des consommateurs.

"L'une (des questions) préoccupante(s) est le rythme de la reprise", a-t-elle insisté. "Un grand nombre de ces variables laissent à penser qu'il y aura des cicatrices importantes", a-t-elle conclu.

En avril, le FMI avait estimé que l'économie mondiale serait en récession cette année avec une contraction du Produit intérieur brut de 3%.

L'institution de Washington avait indiqué que la récession mondiale pourrait être encore plus profonde si le coronavirus persistait au second semestre ou si une deuxième vague de la pandémie se produisait.

Pour 2021, le FMI tablait sur une reprise avec un PIB mondial en hausse de 5,8%.

Le Covid-19 a fait au moins 421.691 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine.

USA La confiance des consommateurs s'améliore plus que prévu en juin

La confiance des consommateurs aux Etats-Unis a continué de s'améliorer début juin dépassant les attentes des analystes à la faveur de la réouverture de l'économie, selon l'estimation préliminaire de l'enquête de l'Université du Michigan publiée vendredi.

L'indice général s'établit début juin à 78,9 points contre 72,3 points en mai.

La confiance est "stimulée par une amélioration des perspectives des finances personnelles et des perspectives plus favorables pour l'économie nationale en raison de la réouverture de l'économie", a résumé Richard Curtin, l'économiste en chef chargé de l'enquête dans un communiqué. Les analystes tablèrent sur 75,8 points.

Dans le détail, la composante de l'indice mesurant les conditions économiques actuelles a gagné 5,5 points, passant de 82,3 points fin mai à 87,8 points début juin. Celle mesurant la conjoncture dans les six mois à venir s'est redressé passant de 65,9 à 73,1 points (+7,2 points). La confiance des consommateurs, à des niveaux très élevés ces dernières années grâce à des gains financiers personnels, un enrichissement du patrimoine immobilier et un chômage historiquement bas, s'est effondrée en mars et en avril en raison de la pandémie de Covid-19, ayant entraîné la paralysie de l'économie, plongé le pays en récession et mis des millions de personnes au chômage.

"Le redressement est en grande partie dû à la reprise de l'emploi", a souligné Richard Curtin, précisant que jamais, "dans la longue histoire des enquêtes du Michigan", un nombre aussi élevé de consommateurs s'attendent à une baisse du taux de chômage. Pour autant, "peu de consommateurs anticipent, dans un avenir proche, le rétablissement d'une conjoncture économique favorable" en raison des difficultés financières causées par un chômage pour l'heure très élevé, a-t-il ajouté. Ainsi les deux tiers des personnes interrogées s'attendent à "des difficultés financières de l'ensemble de l'économie au cours de l'année à venir". Près de la moitié des consommateurs anticipent en outre "une nouvelle récession à plus long terme" en raison d'une possible résurgence de la propagation du coronavirus.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

Le respect de la nature et des écosystèmes indispensables à la sécurité alimentaire et énergétique

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats, a mis en avant mardi à Alger l'importance de respecter et de protéger l'environnement et les écosystèmes pour garantir la sécurité alimentaire et énergétique aux générations futures et offrir au citoyen un cadre de vie sûr et durable.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée cette année sous le thème "C'est le temps de la nature", la ministre a lancé un appel à l'ensemble des citoyens, associations écologiques, établissements médiatiques et entreprises économiques à travers tout le territoire national, à adhérer aux actions visant à élever le niveau de conscience et de sensibilisation et à prendre des mesures efficaces pour faire face aux pratiques impactant négativement les ressources naturelles du pays.

Soulignant l'impératif de sensibiliser à l'importance vitale de la biodiversité pour le développement socio-économique et pour l'humanité toute entière, elle a fait état de "la prise de conscience de plus en plus croissante de l'importance de la biodiversité en tant que valeur inestimable à l'échelle mondiale pour les générations futures et richesse indispensable pour le développement et la sécurité alimentaire.

Le ministre de l'Environnement a consacré le mois de juin à l'environnement à travers plusieurs activités à travers l'ensemble du territoire national, sous le slogan "Ensemble pour préserver et valoriser notre legs national" dans le but de préserver l'environnement et la biodiversité et de juguler les pratiques négatives et l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles, et partant, mettre en avant les efforts de l'Algérie en application de ses engagements internationaux dans ce domaine.

Parmi ces activités, les festivités de clôture du concours national inter clubs de l'environnement, lancé par le ministère à travers l'Institut national des formations à l'environnement, sur le meilleur message de sensibilisation à la prévention contre coronavirus diffusé à travers les pages des réseaux sociaux, sous le slogan "notre santé entre nos mains". Ce concours se veut une initiative pour briser la monotonie subie par les enfants durant la période du confinement, décrétée depuis la mi-mars dernier, ajoute la ministre.

Lors de cette cérémonie des prix ont été distribués aux enfants lauréats.

A ce propos, Mme. Benharrats s'est félicitée, qu'en dépit de la situation résultant de la propagation du nouveau coronavirus, qui a été une entrave à l'aspiration de beaucoup d'enfants à monter leur potentiel au quotidien, ce concours a donné lieu à l'émergence de choses innovantes et à la création d'un climat positif dans les foyers.

Par ailleurs la ministre a salué les efforts des agents de l'hygiène qui ont été dans les premiers rangs de lutte contre la pandémie de coronavirus ainsi que les établissements activant dans le secteur de l'environnement pour leur participation efficace dans la disponibilité des moyens de protection contre la pandémie pour les agents de nettoyage et les personnels du secteur de la santé.

BISKRA

Décès par noyade de deux jeunes dans un étang à Amlili

Deux jeunes ont trouvé la mort par noyade dans un étang où déversent les eaux du oued Djedi dans la commune d'Amlili, distante de 36 km à l'Ouest de Biskra, a-t-on appris vendredi auprès des services de la protection civile.

Selon la même source, Les victimes âgées de 15 et 19 ans se sont noyées dans cet étang appelé "Oum R'ouah" d'une profondeur de 3 mètres dans la région de Hassouat à Amlili, a précisé la même source.

Les dépouilles ont été acheminées par les services de la protection civile vers la polyclinique de la commune d'Ourla, a-t-on encore détaillé relevant qu'une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de cet accident. A signaler que la wilaya de Biskra enregistre annuellement plusieurs décès par noyade dans des étangs et autres plans d'eau, utilisés notamment dans les régions rurales pour l'irrigation agricole.

SANTÉ - GROSSESSE

Le conventionnement avec 11 cliniques privées à l'étude

Le Directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), Lahfaya Abderrahmane, a indiqué que des conventions avaient d'ores et déjà été signées avec neuf (9) cliniques privées en attendant onze (11) autres cliniques actuellement à l'étude dans le cadre de l'application du décret exécutif 20-60 du 24 mars 2020 définissant la convention-type conclue entre les organismes de sécurité sociale et les Etablissements hospitaliers privés (EHP) pour la prise en charge de l'accouchement.

La convention vise à "accompagner les femmes enceintes assurées sociales et ayant droit ouvrant droit aux prestations de la sécurité sociale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS)", a précisé M. Lahfaya dans une déclaration à l'APS. Concernant les critères d'éligibilité à la convention, le responsable a souligné que les cliniques privées devaient impérativement réunir les conditions nécessaires à l'exercice de cette activité selon les normes internationales, à savoir disposer de médecins dans plusieurs spécialités, dont la gynécologie, l'obstétrique, la néonatalogie et la réanimation et d'une équipe paramédicale assurée sans interruption les soins nécessaires aux femmes enceintes conformément aux dispositions de la convention.

La CNAS a mis en place une plateforme numérique reliée au système de la carte Chifa sur laquelle peuvent être téléchargés les docu-



ments justifiant le droit des femmes enceintes aux prestations, a expliqué M. Lahfaya, ajoutant que la clinique ne peut aucunement demander aux patientes de payer un supplément.

Pour ce qui est des césariennes programmées, il a fait savoir qu'elles étaient "soumises à l'accord préalable de la CNAS et de la CASNOS après recommandation motivée du médecin traitant". En revanche, les césariennes non programmées qui s'imposent

pendant l'accouchement sont prises en charge conformément aux procédures du contrôle médical a posteriori, a-t-il dit. La convention définit les prestations dont bénéficient les femmes lors de l'accouchement selon le prix forfaitaire fixé à 100% dans le cadre du système du tiers payant via la carte Chifa, a noté le responsable, expliquant que les assurées sociales et les ayants droits (conjointes d'assurés sociaux) ne paient aucun supplément.

Le même responsable a expliqué par ailleurs que ce genre de conventions permettront d'améliorer la prise en charge des femmes enceintes dans les zones désertées, relevant la mise en place par la Caisse d'un large plan de communication de proximité pour informer les bénéficiaires de tous les détails, et ce à travers les canaux de communications offerts au niveau central et de wilaya. Il a indiqué dans le même cadre que la Caisse avait été destinataire de plus de 700 demandes de prise en charge des accouchements dans les cliniques privées depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Mai dernier, une convention entre la CNAS, la CASNOS et neuf établissements privés avait été signée dans le cadre du conventionnement (tiers payant) dans le but d'alléger la pression sur les EPH qui enregistrent un nombre important de naissances annuellement. La Convention sera d'autant plus bénéfique dans les circonstances sanitaires exceptionnelles qui vit le pays du fait de la pandémie Covid-19.

LEVÉE PROGRESSIVE DU CONFINEMENT

Timide reprise pour les fast food à Tlemcen

Les commerces de fast food à Tlemcen connaissent une timide affluente depuis la reprise de leur activité en début de semaine après une fermeture de près de 3 mois en application des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Certains locaux de fast food, installés en centre-ville face au Grand lac, et spécialisés dans la préparation de "Kebab", connu également sous l'appellation "Chawarma" et de "Pizza", ont vu leur clientèle sensiblement baissée.

Achouri Réda, gérant d'un commerce de restauration rapide qui s'attendait à un rush des clients comme il avait l'habitude d'accueillir avant la crise sanitaire, a affirmé à l'APS que tous les points de vente sont organisés pour appliquer au mieux les consignes. "L'activité

tourne au ralenti depuis le début de la semaine courante faute de clients en comparaison avec la situation avant l'épidémie du coronavirus", a-t-il déploré, faisant observer que les détenteurs de commerce sont ainsi contraints à préparer moins pour éviter toute détérioration de la nourriture faute de commandes. "Depuis la reprise de l'activité, mon local accueille tout au plus 10 personnes par jour pour s'offrir un sandwich", a-t-il souligné, imputant cette situation au prolongement du confinement sanitaire partiel qui ne permet pas, selon lui, le déplacement le soir, "moment propice" pour les habitués, notamment les jeunes qui viennent, par groupes, prendre des sandwiches.

Pour sa part, Dali Mohamed, propriétaire d'un commerce de restauration rapide dans la même artère, a fait savoir que son local connaissait un rush de clients notamment à midi et le soir, particulièrement durant la saison estivale.

"Les choses ont changé. Les effets de la crise sanitaire ne sont prêts de se dissiper et continuent d'influer sur le comportement des clients, sans parler des rumeurs qui continuent de circuler". Le commerçant a imputé également cette baisse à la fermeture des établissements scolaires, de formation, des universités et des cités universitaires, ainsi qu'à l'absence de visiteurs et de touristes. Youcef, un étudiant universitaire du quartier rencontré dans cette rue commerçante, pense que ce manque d'engouement pour les fast food est dû en partie à la peur persistante de la

propagation de la pandémie du coronavirus. "Je voulais m'offrir un sandwich (Chawarma) il ya peu, mais j'ai changé d'avis lorsque j'ai vu une file de clients attendant de prendre leurs commandes", a-t-il souligné dans ce sens.

Pour sa part, Iliès, qui attendait son tour pour être servi, a estimé que le respect par la plupart des personnes des consignes sanitaires, dont le port du masque de protection, n'est pas suffisant.

Il a expliqué que les détenteurs de ce type de commerce doivent se résoudre à mettre en place davantage de mesures sanitaires en assurant, par exemple, des livraisons à domicile, et en s'organisant pour permettre aux clients de consommer sur place au lieu de les laisser s'"agglutiner" devant le local.

PANDÉMIE - SOLIDARITÉ

Benhabiles: plus de 200 000 familles ont reçu des aides du CRA

Quelques 200 000 familles à travers le territoire national, ont bénéficié d'aides en denrées alimentaires offerts par le Croissant rouge algérien (CRA), a annoncé vendredi à Blida, la présidente de cette organisation humanitaire, Saida Benhabiles.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une opération d'embarquement, à la base aérienne de Boufarik, de 90 tonnes d'aides à destination du Mali, cette même responsable a indiqué que "200 000 familles à travers les diffé-

rentes wilayas, notamment celles des zones enclavées ont bénéficié d'aides en denrées alimentaires offerts par le CRA depuis le début de la pandémie du Covid-19".

"Cet élan de solidarité avec les familles démunies et celles impactées par les mesures de confinement sanitaire se poursuivra afin de les aider durant cette crise sanitaire", a-t-elle rassuré en rappelant qu'outre ces aides en denrées alimentaires le CRA a également initié, depuis mars dernier, des

actions destinées à renforcer les capacités des établissements hospitaliers dans la lutte contre le nouveau coronavirus.

Mme Benhabiles a annoncé à ce propos le lancement prochain d'une nouvelle opération de solidarité consistant en l'envoi de cliniques itinérantes dans les zones enclavées pour la vaccination des enfants en réponse à la préoccupation des familles qui ont exprimé leur crainte de se rendre dans les centres de soins durant cette pandémie.

ONU - SAHEL Guterres appelle à une action internationale urgente pour couvrir les besoins humanitaires au Sahel

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a appelé à action internationale "rapide" et "déterminée" pour couvrir les besoins humanitaires et les effets déstabilisateurs du nouveau coronavirus Covid-19 dans la région du Sahel où "des groupes terroristes tentent de tirer profit de la pandémie".

Lors d'une réunion ministérielle du Conseil de sécurité onusien sur le Mali, tenue jeudi, M.

Guterres a signalé que le nombre de personnes ayant besoin d'assistance devrait atteindre les cinq millions au cours des prochains mois.

Il a souligné que la Covid-19 "vient compliquer une situation déjà extrêmement difficile" et que "les groupes terroristes et d'autres groupes armés tentent de tirer profit de la pandémie". "Le Mali n'a pas été épargné par le virus, pas plus que la mission de maintien de la paix sur le terrain", a signalé



le Secrétaire général, se disant encouragé par la réaction rapide du gouvernement malien face à la pandémie, en étroite coopération avec la

Mission des Nations Unies dans le pays (MINUSMA) et d'autres partenaires internationaux. Le secrétaire général a en outre souli-

gné que "le succès de la lutte contre le terrorisme au Mali et dans la région du Sahel dépendra de la capacité de la communauté internationale de rester unie et de suivre une approche globale commune", estimant crucial de continuer de soutenir les initiatives régionales, notamment celles de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine (UA).

Il a également affirmé qu'il était essentiel d'apporter un soutien continu à la MINUSMA dont le mandat expire fin juin.

BRÉSIL Déforestation record en Amazonie en mai

La déforestation continue de battre des records au Brésil, les dernières données officielles rendues publiques vendredi montrant les pires chiffres des annales pour un mois de mai et pour les cinq premiers mois de l'année.

Les défenseurs de l'environnement avertissent que l'année 2020 est partie pour être la plus dévastatrice de tous les temps pour la forêt amazonienne, pire que 2019, quand la recrudescence des incendies avait choqué le monde entier.

"Nous sommes face à un scénario de catastrophe totale pour l'Amazonie", a déploré Mariana Napolitano, directrice scientifique de l'antenne brésilienne du Fonds mondial pour la nature (WWF).

D'après les données recueillies par satellite par l'Institut national de recherches spatiales (INPE), 829 km2 de forêt amazonienne ont été déboisés en mai, 12% de plus que l'an dernier, la plus grande surface

depuis le lancement de cette série statistique, en 2015.

Depuis le début de l'année, la déforestation a atteint plus de 2.000 km2, 34% de plus que sur la même période de 2019.

Ces données sont d'autant plus inquiétantes qu'elles ne prennent pas encore en compte la saison sèche, plus propice aux incendies, qui débute en juin. L'Institut de recherches environnementales de l'Amazonie (Ipam) estime que 9.000 km2 de forêt déjà déboisées pourraient partir en fumée d'ici le mois d'août. Les incendies de forêt sont pour la plupart criminels, causés par des agriculteurs pratiquant le brûlis sur les zones déboisées pour pouvoir cultiver ou faire paître le bétail.

Les écologistes accusent le gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, un climatocéptique notoire, de favoriser la déforestation en appelant à légaliser l'agriculture ou les activités minières

dans des zones protégées. "Le gouvernement a déjà montré son mépris total de l'environnement et de la vie des Brésiliens", a affirmé Cristiane Mazzetti, de Greenpeace, dans un communiqué.

Lors d'une réunion ministérielle fin avril, le ministre de l'Environnement Ricardo Salles avait affirmé vouloir profiter du "fait que la presse soit focalisée sur le coronavirus" pour "passer des réformes et assouplir les règles", notamment celles liées à la protection de l'Amazonie.

En raison de la crise sanitaire, les pouvoirs publics disposent de moins de moyens humains et financiers pour protéger l'environnement à cause de la pandémie, qui a déjà fait plus de 40.000 morts au Brésil.

Par ailleurs, une augmentation des feux de forêt pourrait causer davantage de troubles respiratoires et surcharger encore plus le système de santé.

LIBYE - ONU - MIGRATIONS Plus de 4.200 migrants secourus en mer par les garde-côtes libyens en 2020, selon l'ONU

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré vendredi que plus de 4.200 migrants et réfugiés ont été sauvés en mer par les garde-côtes libyens, jusqu'à présent, cette année. "Au 10 juin, 4.231 réfugiés et migrants ont été sauvés ou interceptés en mer par les garde-côtes libyens et débarqués en Libye en 2020", a déclaré le HCR. Le Haut Commissariat a indiqué que plus de 2.000 réfugiés et migrants sont actuellement détenus dans des centres de détention en Libye.

Le HCR a également indiqué que 48.834 réfugiés et demandeurs d'asile ont été enregistrés par le Haut Commissariat en Libye. En raison de l'état d'insécurité et du chaos qui règnent en Libye depuis la chute de feu Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est devenue un point de départ privilégié pour des milliers d'immigrants illégaux souhaitant traverser la mer Méditerranée en direction des côtes européennes.

NAUFRAGE DE MIGRANTS AU LARGE DE LA TUNISIE 55 morts (nouveau bilan)

Trois nouveaux corps de migrants ont été repêchés dans la nuit de jeudi à vendredi après le naufrage de leur bateau au large de la Tunisie, faisant monter le bilan à 55 morts, ont rapporté des médias, citant un responsable de la Protection civile.

Il s'agit de 28 femmes, 25 hommes et de 2 enfants, selon le directeur régional de la Protection civile à Sfax, Mourad Mechri. Un précédent bilan du ministère tunisien de la santé, faisait état de 53 morts après le repêchage de deux corps mercredi et jeudi au large des îles Kerkennah.

Un trentaine de corps ont été enterrés jeudi soir dans un cimetière près de Sfax, a indiqué de son côté le directeur régional de la Santé, Ali Ayadi. Les recherches menées par l'armée, les garde-côtes et la Protection civile se poursuivent au large de cette ville, selon la même source. Ces migrants, originaires d'Afrique subsaharienne pour la plupart, se trouvaient à bord d'une embarcation clandestine partie de Sfax en direction de l'Italie dans la nuit du 4 au 5 juin, selon des témoignages recueillis par les autorités. Dès mardi, des pêcheurs avaient alerté les autorités après avoir découvert les corps flottant au large des îles Kerkennah, près de Sfax. Le capitaine de l'embarcation, un Tunisien de 48 ans originaire de Sfax, fait partie des victimes et le tribunal a conclu à un "naufrage".

GRÈCE - PANDÉMIE - TOURISME La Grèce ouvre lundi sa saison touristique

La Grèce s'apprête à accueillir lundi ses premiers touristes étrangers, pour la première fois depuis le confinement en mars à cause de l'épidémie de Covid-19, ont annoncé vendredi les ministres du Tourisme et de la Santé. Tous les passagers en provenance d'Italie, d'Espagne et des Pays-Bas, autorisés à venir séjourner en Grèce à partir du 15 juin, devront subir des tests à leur arrivée, selon le gouvernement cité par des médias.

Toutefois, l'interdiction des vols de passagers en provenance de Grande-Bretagne "demeure en vigueur pendant les deux prochaines semaines", a indiqué le ministre du Tourisme Harry Theoharis à la télévision.

"Notre objectif est que la Grèce reste un pays sûr en attendant la saison touristique", a déclaré le ministre de la Santé Vassilis Kikilias. Bruxelles a préconisé la levée de toutes les restrictions de voyage au sein de l'Union européenne et de l'espace Schengen dès le 15 juin. Cependant la Grèce a annoncé une phase de transition entre le 15 et le 30 juin, au cours de laquelle seuls les aéroports d'Athènes et de Thessalonique pourront recevoir des vols réguliers de passagers. Les autres aéroports régionaux ouvriront le 1er juillet. Jusqu'au 30 juin, seuls les vols en provenance d'Italie, d'Espagne et des Pays-Bas à destination de d'Athènes seront autorisés. Les vols de passagers en provenance de la Grande-Bretagne ne seront autorisés qu'à partir du 1er juillet. Tous passager qui sera testé positif au Covid-19 devra se soumettre à une période d'isolement de 14 jours dans un hôtel aux frais de l'Etat grec.

La Grèce, qui n'a déploré que quelque 190 décès dus au nouveau coronavirus pour une population de onze millions d'habitants, se présente comme une destination saine pour les vacances d'été. Le secteur du Tourisme, durement touché par la crise, est crucial pour l'économie grecque, représentant 20% du PIB. Les hôtels habituellement ouverts uniquement pour la saison d'été doivent ouvrir le 15 juin, deux semaines après la réouverture des hôtels fonctionnant toute l'année. Le personnel devra subir régulièrement des tests, de même que les clients.

Des chambres doivent être prévues pour isoler les personnes testées positives au Covid-19 et chaque établissement hôtelier doit être relié à un médecin.

MONDE ARABE - FEMME - PANDÉMIE Réunion consultative arabe pour discuter des défis des femmes en période de confinement

Une réunion consultative arabe tenue à distance vendredi a braqué les projecteurs sur les défis auxquels sont confrontées les femmes arabes face à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Au cours de cette réunion virtuelle, les participantes, en leur qualité de membres du bureau exécutif de l'Organisation de la Femme arabe (OFA), de responsables et d'acteurs dans le domaine concernant la femme, ont évoqué notamment les défis liés à la santé et aux services qui leur sont four-

nis, ainsi que l'augmentation des taux de violence qu'elle subissent pendant le confinement, a indiqué l'OFA dans un communiqué. Elles ont, en outre, insisté sur la nécessité d'une coopération entre l'OFA, la Ligue des Etats arabes et les pays partenaires en vue de formuler un document de politiques unifiées visant à répondre de façon rapide aux besoins des femmes en cette période de pandémie. Dans ce contexte, la directrice de l'Organisation de la Femme arabe, Fadia Kiwan, a mis en lumière les défis les plus impor-

tants auxquels sont confrontées les femmes en cette période de crise, tout en met tant en avant les politiques et mesures prises par les Etats membres notamment celles relatives aux femmes et aux catégories les plus vulnérables.

La réunion a été sanctionnée d'une série de recommandations, notamment la nécessité d'intégrer les mécanismes nationaux relatifs aux femmes dans le processus politique de gestion de la crise liée au coronavirus au niveau national et de promouvoir l'intégration des

femmes en général dans tous les processus décisionnels aux plus hauts niveaux.

Elle a également recommandé de renforcer les systèmes de santé arabes et d'accorder plus d'attention à la lutte contre la violence faite aux femmes qui est fortement ressortie en temps de confinement, ainsi que de s'intéresser davantage à l'autonomisation des femmes dans le domaine des technologies de l'information à la lumière de la grande importance de ce domaine cristallisée par la crise actuelle.

SANTÉ - ALGÉRIE

CHU DE CONSTANTINE-COVID-19 Ouverture d'une enquête et suspension de 5 personnes à titre conservatoire

La direction générale du centre hospitalo-universitaire "Dr. Benbadis" de Constantine (CHUC) a ordonné l'ouverture d'une enquête et procédé à la suspension, à titre conservatoire, de cinq (5) membres du personnel affecté à l'unité Covid, suite à la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux relevant des "négligences" au sein de cette même unité, a-t-on appris vendredi auprès de cet établissement hospitalier.

Suite à la vidéo relayée depuis hier (jeudi) sur les réseaux sociaux, relevant des insuffisances et des lacunes à l'unité Covid du CHUC, une réunion s'est tenue dans la nuit de jeudi à vendredi entre le directeur de cette structure de santé et les professeurs, médecins et cadres administratifs et s'est soldée par la suspension de 5 personnes (médecins, paramédicaux, agents de sécurité notamment), en sus de l'ouverture d'une enquête approfondie", a déclaré à l'APS le chargé de communication de cet établissement de santé. Le même responsable a ajouté, en ce sens, qu'à l'issue de l'enquête ordonnée par le directeur du CHUC, et après avoir déterminé les responsabilités de chacun dans cette affaire, des décisions "seront, dès lors, prises". Reconnaisant, par ailleurs, l'existence de "lacunes", M. Kabouche a souligné toutefois que "l'effectif mobilisé dans la lutte contre le Covid-19, au nombre de 190, est doté chaque semaine de 3 exemplaires de chaque équipement nécessaire, à savoir blouses, sur-blouses, bavettes, charlottes et autres moyens de protection".

De son côté, la direction de la santé de la wilaya de Constantine a ordonné l'ouverture d'une enquête, suite à cette même vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, a indiqué le directeur de la santé, Adil Daâs.

"J'ai ordonné l'ouverture d'une enquête officielle diligentée par des inspecteurs assermentés de la direction de la santé pour clarifier les tenants et les aboutissants de cette affaire", a-t-il affirmé.

Dans cette vidéo relayée sur les réseaux sociaux, une malade dénonce les conditions de prise en charge des patients Covid-19 au niveau du CHU Dr.

Benbadis de Constantine, évoquant le décès d'un membre de sa famille "en l'absence de personnel et du manque d'hygiène".

SANTÉ - ACCOUCHEMENTS Plus d'un million d'accouchements en 2019

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a enregistré en 2019 plus d'un million (1.035.023) d'accouchements en milieu médical dans les secteurs public et privé.

879.017 accouchements dans les Etablissements hospitaliers publics (EPH), soit 85%.

156.006 accouchements dans les Etablissements hospitaliers privés, soit 15%, 731.

412 accouchements naturels, soit 70,67%.

303.551 césariennes, soit 29,32%.

Dans les Etablissements hospitaliers publics: 879.017 accouchements (85%) dont:

676.507 accouchements naturels, soit 76,96%.

202.510 césariennes, soit 23,03%.

Dans les Etablissements hospitaliers privés: 156.006 accouchements (15%) dont: 54.965 accouchements naturels, soit 35,23%.

101.041 césariennes, soit 64,76%.

En 2018, 976.834 accouchements ont été enregistrés en milieu médical dans les deux secteurs.

859.443 accouchements (naturels et césariennes) dans le secteur public.

117.391 accouchements (naturels et césariennes) dans le secteur privé.

S'agissant des structures: Secteur public: 241 services d'une capacité de 9.986 lits.

420 services d'obstétrique de proximité d'une capacité de 3.270 lits pour la prise en charge des grossesses normales. Secteur privé: 145 établissements hospitaliers autorisés à exercer la gynécologie-obstétrique sur 202 établissements en exercice.

Le nombre de praticiens en gynécologie-obstétrique dans le secteur privé s'élève à 1.615 contre seulement 657 praticiens dans le secteur public, sachant que 9 accouchements sur 10 sont réalisés dans des Etablissements hospitaliers publics.

CORONAVIRUS

109 nouveaux cas, 68 guérisons et 10 décès durant les dernières 24h

Cent neuf (109) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 68 guérisons et 10 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, vendredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 10.698, soit 24 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 751, alors que le nombre des patients guéris passe à 7.322, a précisé M. Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19. Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Sétif (3 cas), M'sila (3), El Oued (2) et un décès dans chacune des wilayas d'Annaba et de Tébessa, a ajouté M. Fourar, notant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des cas de décès. En outre, 29 wilayas ont enregistré des



taux inférieurs au taux national, alors que 18 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavi-

rus durant les dernières 24 heures. Par ailleurs, le nombre de patients ayant bénéficié du protocole de traite-

ment en vigueur (basé sur l'Hydroxychloroquine) s'élève à 21.544, dont 9.207 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 12.337 cas suspects selon des indications de l'imagerie et du scanner, a poursuivi M. Fourar, précisant que 39 patients sont actuellement en soins intensifs.

Le Docteur Djamel Fourar a appelé tous les citoyens à faire preuve de "vigilance et d'esprit des responsabilités" en respectant les mesures préventives, notamment le port obligatoire du masque, afin d'éviter toute contamination au Covid-19.

PRÉSIDENCE - MÉDIAS

Tebboune : « toutes les décisions relatives au confinement "répondront à des considérations scientifiques et non politiques ou administratives" »

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, vendredi, que toutes les décisions à prendre au sujet du confinement "répondront à des considérations scientifiques et non politiques ou administratives", soulignant que le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (COVID-19) était le seul habilité à prendre de telles décisions.

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a tenu à préciser que "toutes les décisions relatives au confinement répondront à des considérations scientifiques et non politiques ou administratives", ajoutant que le déconfinement total ou partiel "est une décision du ressort du Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus qui se réunira ce samedi au siège de la Présidence de la République pour prendre la décision qui s'impose après analyse minutieuse de la première phase lors de laquelle le Gouvernement avait décidé le déconfinement partiel".

Soulignant l'impératif d'être convaincu de la décision de ce Comité scientifique", le Président Tebboune a précisé que "cette décision participera au souci de préserver la vie des citoyens".

"L'Algérie a lutté, de manière scientifique, contre cette pandémie depuis le

début de sa propagation", et "nous serons à la disposition du Comité scientifique qui jouit d'un haut sens de responsabilité", a poursuivi le Président de la République avant de préciser que "nous n'allons suivre aucun autre pays, mais plutôt nous oeuvrerons à régler les problèmes de notre pays".

"Tant que nous avons encore des décès et que la propagation de la pandémie demeure maîtrisée, nous ne procéderons pas à un déconfinement total", cette décision nécessitant "la réouverture des frontières et de l'espace aérien", a indiqué le Président Tebboune, ajoutant que "nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade, d'autant que plusieurs pays enregistrent toujours des cas d'atteinte et des décès par milliers, c'est pourquoi nous devons être prudents et prendre des mesures pour ne plus avoir une seconde vague de contagion". Le déconfinement total ou partiel vise "la préservation de la santé du citoyen", a souligné le Président Tebboune, rappelant que l'Algérie était parmi les premiers pays à avoir pris des mesures "préventives exemplaires", dont "la mise en quarantaine des étudiants algériens rentrés de Wuhan (Chine), l'équipement des aéroports en moyens de dépistage et de protection, puis la fermeture des universités, des aéroports, des établissements scolaires, des crèches et

garderies, des mosquées et des stades", ainsi que "la fermeture des frontières terrestres de concert avec les pays voisins".

Il a été, également, été procédé à des tests même sur les cadavres des victimes de la Covid-19 afin de "prendre les mesures préventives qui s'imposent", en soumettant les sujets contacts des victimes à tests de dépistage, a-t-il ajouté.

Après avoir souligné qu'il n'y avait, jusque-là, "aucun traitement" à ce virus, le Président Tebboune a appelé les citoyens à "l'impératif respect des règles de prévention afin de juguler la pandémie, dont le port de masque et les tests de dépistage".

L'Algérie compte, aujourd'hui, "26 centres de dépistage spécialisés dont ceux de Béchar, Tamanrasset, et Tizi-Ouzou", a-t-il fait savoir, assurant que ce nombre "sera revu à la hausse".

À cette occasion, le Président de la République a mis en avant la nécessité de promouvoir "la culture préventive" chez les citoyens, affirmant que "tous les chiffres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus sont précis et fournis de manière scientifique". Il a affirmé, dans ce sens, qu'il n'y avait aucun problème financier "en terme de prise en charge de la pandémie de Covid-19", ajoutant que "nous injecterons un milliard de dollars s'il le faut, la santé du citoyen n'ayant pas de prix".

L'AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Le Président Tebboune annonce son installation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, vendredi soir à Alger, l'installation samedi de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire qui aura pour charge la mise en place un "système de santé développé offrant des soins de qualité" outre une plus large prévention contre les différentes maladies. Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, M. Tebboune a précisé que "l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, qui sera installée samedi n'est pas liée à l'émergence de la pandémie Covid-19".

Cette Agence regroupera des spécialistes et des experts algériens de renommée internationale dans le domaine de

la médecine, qui connaissent très bien les systèmes de santé aux Etats Unis et dans plusieurs pays européens, et ils vont travailler avec des experts et des médecins qui connaissent la réalité locale, a fait savoir M. Tebboune.

Il a expliqué qu'elle constituera "le cerveau" à même de garantir un haut niveau de soins, de médecine qualitative, de protection maternelle et infantile et une prévention plus large contre les différentes maladies, alors que le ministère s'era "les membres qui exécuteront sur le terrain".

Il a également indiqué que les idées de cette nouvelle Agence qui aura à poser un diagnostic détaillé du système de santé "sont multiples et versent toutes vers la mise en

place d'un système de santé développé en adéquation avec les besoins d'un pays avancé". Estimant que le système de santé algérien était "le meilleur" en Afrique et au Maghreb car reposant sur le principe de la gratuité des soins, il a rappelé qu'il n'y avait pas une localité sans salle de soins.

Néanmoins, la demande devenant de plus en plus grande avec la croissance démographique, ce système élaboré quand la population était de 13 ou 14 millions d'habitants, n'est plus efficace, aujourd'hui avec près de 45 millions d'habitants, un chiffre qui atteindra les 50 millions dans cinq ans, a expliqué le président de la République. Dans le même cadre, il a ajouté que l'Algérie, de l'aveu

de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a pu éradiquer plusieurs maladies, encore existant dans d'autres pays, mais "il est impératif de continuer de protéger les Algériens".

"C'est là, un devoir et un des principes de l'Etat algérien qui garantit la gratuité des soins", a-t-il ajouté.

Le Président de la République a mis en avant, dans ce sens, l'impératif de passer à un autre modèle de santé, basé sur la prévention contre les maladies notamment cancéreuses, la production pharmaceutique, des mécanismes de veille au niveau de chaque wilaya, outre la formation et la gestion hospitalière.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN COVID-19

La pandémie a fait au moins 426.029 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 426.029 morts dans le monde depuis que la Chine a fait officiellement état de l'apparition de la maladie de Covid-19 en décembre dernier, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi matin.

Plus de 7.663.680 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 3.441.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 114.669 décès pour 2.048.986 cas. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 41.828 morts pour 828.810 cas, le Royaume-Uni avec 41.481 morts (292.950 cas), l'Italie avec 34.223 morts (2.363.305 cas) et la France avec 29.374 morts (193.090 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré au total 83.075 cas (11 nou-



veaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès et 78.367 guérisons.

L'Europe totalisait samedi matin 187.010 décès pour 2.373.980 cas, les Etats-Unis et le Canada 122.773 décès (2.146.929 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 76.365 décès (1.571.192 cas), l'Asie 22.272 décès (800.196 cas), le

Moyen-Orient 11.380 décès (536.517 cas), l'Afrique 6.098 décès (226.194 cas), et l'Océanie 131 décès (8.676 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

BRÉSIL

2^e pays par le nombre de morts du coronavirus

Le Brésil est devenu vendredi le 2^e pays au monde derrière les Etats-Unis pour le nombre de morts du coronavirus, dépassant le Royaume-Uni avec 41.828 décès, selon les données publiées par le ministère de la Santé. Ces chiffres, qui pour la communauté scientifique sont largement plus élevés en réalité, ont fait état d'une hausse de 909 morts au cours des dernières 24 heures. Le plus grand pays d'Amérique latine, avec une population de 212 millions d'habitants, est aussi le 2^e pour le nombre de contaminations derrière les Etats-Unis, avec 828.810 cas.

La propagation du coronavirus est ainsi loin d'être contrôlée au Brésil, trois mois et demi après le premier cas de contamination, le 26 février, à Sao Paulo, et alors que cette métropole, comme celle de Rio, ont entamé la reprise de l'activité économique et commerciale.

L'Etat de Sao Paulo et ses 46 millions d'habitants reste de loin le plus touché, avec un quart de morts de tout le pays (10.368) et 167.900 contaminations confirmées. Vient ensuite celui de Rio de Janeiro, avec 7.417 décès et près de 78.000 cas de contamination.

Le Royaume Uni avait enregistré vendredi soir 41.481 morts du Covid-19, apparu en Chine à la fin de l'an dernier.

INDE

Le nombre de cas d'infection dépasse les 300 000, avec près de 9000 décès

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus (Covid-19) en Inde a dépassé la barre des 300.000, atteignant 308.993 en date de samedi matin, tandis que le bilan des décès a atteint 8.884, selon les dernières données publiées par le ministère de la Santé. Ce dernier a indiqué que 386 nouveaux décès dus au Covid-19, outre 11.458 cas positifs récents, ont été signalés ces dernières 24 heures dans tout le pays. Il s'agit de la plus forte hausse en un jour en termes de nouveaux cas d'infection. Vendredi matin, le nombre de cas d'infection en Inde était de 297.535 et le nombre de décès de 8.498. Selon le ministère, 154.330 personnes sont sorties d'hôpital à ce jour. Le nombre de cas actifs dans le pays est actuellement de 145.779, a-t-on ajouté. La 5^e phase de confinement national est entrée en vigueur le 1^{er} juin, marquée par plusieurs assouplissements et une réouverture progressive. Le 25 mars, le Premier ministre indien Narendra Modi avait décrété un confinement national pour contenir la propagation du virus et briser les chaînes de contamination.

USA

Plus de 800 morts en 24h

Les Etats-Unis ont enregistré 839 morts supplémentaires liées au coronavirus dans les dernières 24 heures, portant à 114.613 le nombre de décès dus au Covid-19 dans le pays, selon le comptage vendredi de l'université Johns Hopkins, qui fait référence. La première puissance économique mondiale est, en valeur absolue, de loin le pays le plus touché par la pandémie, tant en nombre

de décès que de cas diagnostiqués (2.044.572). Ce dernier nombre est probablement bien inférieur à la réalité, en raison de la difficulté d'accès aux tests rencontrée lors du début de l'épidémie. Depuis la fin du mois de mai, le nombre de décès quotidiens dépasse très rarement les 1.000. Celui des nouvelles contaminations oscille autour des 20.000 en moyenne. Aux Etats-Unis, la première

vague n'est pas encore complètement passée et l'épidémie s'est déplacée de New York et du Nord-Est du pays vers une large bande recouvrant le Sud et l'Ouest, faisant désormais se tourner les regards vers les hôpitaux d'Etats comme l'Arizona, le Texas ou la Floride. Dans plusieurs Etats, le nombre d'infections est au plus haut depuis le début de la pandémie. "Quand on commence à voir plus d'hospitalisa-

tions, c'est un signe infaillible que l'on fait fausse route", a expliqué sur CNN le très respecté immunologiste Anthony Fauci, conseiller de la Maison Blanche.

Alors que le pays a atteint 100.000 morts officiels du Covid-19 le 28 mai, il en atteindra probablement 130.000 d'ici la fête nationale du 4 juillet, selon une moyenne de multiples modèles épidémiologiques.

ESPAGNE

5^e jour consécutif sans décès

La pandémie de coronavirus n'a fait aucun mort en Espagne durant les dernières 24 heures, et ce pour le cinquième jour consécutif, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé.

Le pays, l'un des plus touchés par la pandémie dans le monde, a comptabilisé en tout 27.136 morts et 243.209 cas confirmés par le test de dépistage du coronavirus dit PCR, en hausse de 155 en 24H, ressort-il des données du ministère. Sur le nombre total de cas confirmés, 141 personnes ont été hospitalisées au cours des sept derniers jours, por-

tant à 124.584 le nombre total des hospitalisations, tandis que 11.617 patients ont été placés en soins intensifs, soit 10 de plus.

Environ 52% des Espagnols (25 millions de personnes) ont entamé lundi dernier la 3^e phase du plan de déconfinement, tandis que le reste est en 2^e phase.

Le plan de déconfinement "progressif" de l'Espagne, entamé le 4 mai, comporte quatre phases, qui sont déclinées à des rythmes différents dans chaque région en fonction de l'évolution de l'épidémie.

CHINE

Nouveau foyer à Pékin, 11 quartiers confinés

Onze quartiers résidentiels du sud de Pékin sont soumis au confinement en raison de l'apparition d'un nouveau foyer de coronavirus (Covid-19) dans un marché du voisinage, ont annoncé samedi les autorités.

Sept cas de contamination au Covid-19 ont été recensés dans les environs du marché Xinfadi, dont six samedi, selon les autorités sanitaires.

Neuf écoles et jardins d'enfants des environs ont été fermés.

Les habitants de onze quartiers dans le district de Fengtai ont reçu l'ordre de rester chez eux alors que les cas seraient pour la plupart liés à un marché local de viande, ont indiqué des responsables locaux lors d'un point de presse. Un premier cas de Covid-19 à Pékin en deux mois avait été annoncé jeudi, une personne qui s'était rendue au marché de Xinfadi la semaine dernière et n'avait pas quitté la ville récem-

ment. Ces nouveaux cas font craindre une résurgence de l'épidémie en Chine, où étaient apparue l'an dernier la maladie Covid-19, que les autorités étaient parvenues à contrôler par des strictes mesures de quarantaine.

Ces mesures ont été levées au fur et à mesure que le nombre de cas de contamination reculait et la majorité des cas enregistrés ces derniers mois étaient des habitants vivant à l'étranger et testés positif à leur retour en Chine.

Parmi les six nouveaux cas annoncés samedi figurent trois employés du marché de Xinfadi, une personne qui s'y est rendue et trois employés d'un centre de recherche sur la viande situé à sept kilomètres du marché.

L'un d'entre eux s'était rendu au marché la semaine dernière.

Le marché a été fermé par les autorités, de même qu'un marché aux fruits de mer où s'était rendue une des

personnes contaminées, pour que des opérations de désinfection et de collectes d'échantillons y soient pratiquées.

Le président du marché de viande de Xinfadi a dit à Beijing News que le virus avait été détecté sur des planches servant à découper le saumon importé.

Les responsables du district de Fengtai ont annoncé samedi mettre en place un "mécanisme de guerre" pour faire face à cette nouvelle vague de contaminations.

Vendredi, les autorités de Pékin ont reporté le retour des élèves dans des écoles primaires de la ville et ont suspendu tous les événements sportifs, suite à l'apparition de trois nouveaux cas de Covid-19, après deux mois sans aucune contamination.

Les visites de groupes d'autres provinces dans la capitale chinoise ont été suspendues samedi.

APHTES COMMENT S'EN DÉBARRASSER PLUS VITE ?

On sait tous ce que sont les aphtes, enfin on croit le savoir. Pourtant, on les confond souvent avec d'autres lésions de la bouche ou même des infections oropharyngées... D'où viennent les aphtes ? Comment les soigner ? Chassez les idées reçues pour mieux vous en débarrasser !

Bien qu'ils soient la plupart du temps inoffensifs, les aphtes n'en demeurent pas moins inconfortables et peuvent empêcher certaines personnes de manger ou de se brosser les dents. Les femmes en souffrent plus souvent que les hommes et ils apparaissent encore plus fréquemment dans la bouche des personnes âgées. Le Dr Corinne Husson, dermatologue et le Dr Roger Küffer, stomato-anatomo-pathologiste, font le point, dans ce dossier, sur quelques idées reçues particulièrement répandues sur les aphtes. Ils vous aident à démêler le vrai du faux.

Quelles sont les causes ?

L'aphte est un trouble vasculaire. L'occlusion d'une artère nourricière et la perméabilité de ses parois induisent la nécrose d'une petite zone et une inflammation associée. Cela finit par faire un trou. C'est ça, un aphte ! Plus l'artère est importante, plus la zone nécrosée est étendue, et plus l'aphte est gros. Il existe aussi une maladie (dite de Behçet) qui se manifeste par des aphtes buccaux et génitaux. Elle atteint surtout la population du pourtour méditerranéen et du Japon.

Quels traitements contre les aphtes ?

S'il s'agit d'aphtes banals : les crèmes et gels anesthésiants locaux (type Xylocaïne® ou Dynexan®) et les gels barrière à base d'acide hyaluronique (comme BioAphte® ou Hyalugel®) n'ont pas d'autre but que de calmer la brûlure. Dans ce cas, l'aphte guérit effectivement de lui-même en huit à dix jours. Évitez toutefois d'appliquer des caïdés forts, qui "brûlent" la lésion mais ralentissent sa cicatrisation !

En revanche, quand il s'agit d'aphtes génitaux (5% des cas). Ceux-là nécessitent des traitements corticoïdes locaux ou généraux. Et lorsque les récidives se produisent plusieurs fois par mois, un traitement de fond peut être proposé pour espacer les crises (prescription de colchicine...).



J'ai un aphte : qui consulter ?

L'aphte n'est pas une maladie dentaire mais dermatologique. Il est donc recommandé de consulter un dermatologue. Il y a d'ailleurs parfois des lésions associées sur la peau (ça ressemble à de l'acné), sur les voies génitales, l'œil ou encore les viscères...

«Quand un patient a des aphtes buccaux et génitaux, je l'envoie automatiquement faire un bilan chez l'ophtalmo, explique la dermatologue Corinne Husson. Car les aphtes de l'œil peuvent, s'ils ne sont pas traités, entraîner une cécité.»

Aphte qui saigne : que faire ?

Un aphte ne saigne jamais, puisque c'est un tissu en train de mourir. Un aphte qui saigne, c'est autre chose qu'un aphte ! De même si cela dure plus de quinze jours, ce n'est pas un aphte non plus.

Certaines maladies auto-immunes (pemphigus) donnent des lésions qui y ressemblent et qui sont souvent soignées comme telles, en pure perte.

Est-ce un aphte ou autre chose ?

Pour beaucoup, les lésions buccales sont soit des aphtes, soit des mycoses. Or, il existe quantité de lésions qui peuvent être traumatiques, infectieuses, auto-immunes, allergiques, dues à des affections hématologiques. Sans parler des cancers, indolores contrairement à l'aphte. Il arrive aussi que la muqueuse brûle et soit parfaitement saine, sans la moindre lésion. Il s'agit souvent dans ce cas de glossodynie (douleurs intenses sans plaie), dont le mécanisme reste mystérieux.

APHTES : QU'EST-CE QUI LES FAVORISE ?

La fatigue, certains aliments et même certains médicaments peuvent être à l'origine des aphtes qui apparaissent à l'intérieur des joues, sur la langue ou les lèvres. On vous dit comment faire pour les prévenir.

Généralement bénins, les aphtes n'en sont pas moins douloureux. Ces petits ulcères de la bouche apparaissent le plus souvent à l'intérieur des joues, sur les bords de la langue ou à l'intérieur des lèvres sans que l'on en connaisse vraiment la cause. Toutefois, certains facteurs peuvent favoriser leur apparition.

LES PRINCIPAUX FACTEURS DÉCLENCHANTS

Les problèmes dentaires : un appareil dentaire ou une prothèse mal ajustés peuvent créer un traumatisme dans la bouche qui dégénère en ulcère.

Certains aliments : noix, cacahuètes, gruyère, fraises, tomates, citrons, ananas, figes, certains connus pour dé-

clencher des aphtes chez les personnes qui y sont sujettes.

Les modifications hormonales : cycle menstruel et ménopause sont des périodes propices à l'apparition d'aphtes chez les femmes.

Certains médicaments : anti-inflammatoires non stéroïdiens, bêta-bloquants, antibiotiques ainsi que certains anticoagulants et les médicaments contre le paludisme sont montrés du doigt.

Le stress et la fatigue suffisent parfois à déclencher une poussée.

L'arrêt du tabac provoque souvent l'apparition d'aphtes mais le phénomène est souvent temporaire.

EN CAS DE RÉCIDIVES FRÉQUENTES

En règle générale, les aphtes guérissent spontanément en 7 à 10 jours. Toutefois, certains remèdes maison

permettent de réduire la douleur et d'accélérer la guérison. Si vous en avez régulièrement, c'est peut-être que vous présentez certaines carences en fer, en zinc ou en vitamines du groupe B (notamment B9 et B12). Votre médecin peut vous prescrire un traitement préventif à base de compléments alimentaires.

PEUT-ON PRÉVENIR LES APHTES ?

Surveillez vos menus en évitant soigneusement les aliments étiés plus haut qui provoquent leur apparition. Brossez-vous les dents avec une brosse à dents souple qui évitera d'agresser les muqueuses buccales.

Si vous avez des dents ébréchées, prenez rendez-vous chez votre dentiste. Elles peuvent irriter l'intérieur de votre bouche et favoriser l'apparition d'aphtes.

En cas d'appareil dentaire, veillez à ce qu'il soit bien adapté : un appareil saillant peut favoriser les aphtes.

J'ai des aphtes : je consulte ou pas ?

Les aphtes sont plutôt gênants, mais ils n'ont, en général, rien de grave et disparaissent spontanément. Mais s'ils persistent plus de 10 jours mieux vaut consulter votre médecin.

En cas de récurrence fréquente : si vous avez régulièrement des aphtes, c'est peut-être que vous présentez certaines carences alimentaires (fer, acide folique, vitamines B1, B2, B6, B12). Votre médecin peut vous prescrire un traitement préventif à base de compléments alimentaires.

Vous avez des aphtes « géants » : ces aphtes mesurent parfois jusqu'à un centimètre de diamètre. Ils siègent souvent au niveau du pharynx, sur le voile du palais, où ils entraînent une inflammation importante avec un gonflement et une douleur intense. Souvent, il est impossible de parler.

Ces aphtes géants durent plus longtemps que les petits aphtes, parfois plusieurs mois. Ils nécessitent un traitement médical adapté (corticoides). Sans traitement, ils cicatrisent mal et provoquent une rétraction des tissus avoisinants.

Bon à savoir :

Ne confondez pas les aphtes avec l'herpès : l'herpès se manifeste par un plus grand nombre de petites ulcérations, regroupées par 5 ou 10 sur l'avant de la bouche, débordant parfois sur le pourtour des lèvres. L'herpès est très rare avant l'âge de 20 ans. Des aphtes fréquents associés à des troubles cardiovasculaires, neurologiques et digestifs peuvent être les signes de la maladie de Behçet. N'hésitez pas à consulter en cas d'apparition de ces symptômes associés.

4 FAÇONS DOUCES DE SOIGNER LES APHTES

Difficile de l'oublier quand il envahit un coin de la bouche, tant l'aphte est douloureux et désagréable ! Pour cicatriser rapidement et stopper la douleur, il y a plusieurs solutions douces.

Les aphtes sont de petites ulcérations de la bouche, rondes ou ovales, aux bords nets. Leur fond jaunâtre est entouré d'un liséré rouge qui témoigne de l'inflammation. Ni infectieux ni contagieux, ils provoquent une sensation de brûlure désagréable pendant au moins 5 jours. Ils guérissent spontanément en une dizaine de jours mais certaines solutions douces permettent de soulager la douleur plus rapidement.

L'HUILE ESSENTIELLE DE GIROFLIER

Antibactérienne et anti-inflammatoire, l'huile essentielle de giroflier agit sur la douleur et l'infection cutanée. En plus, elle est cicatrisante.

Comment l'utiliser ?

En application locale : dans 5 gouttes d'huile végétale d'argan (hydratante et apaisante), mettre 1 goutte d'huile essentielle (HE) de giroflier, 1 goutte d'HE de niaouli et 2 gouttes d'HE de lavande aspic ; appliquer avec un bâtonnet de coton, matin, midi et soir, jusqu'à la disparition des ulcérations.

En bain de bouche : 2 gouttes d'HE de giroflier et 3 gouttes de disper (dispersant). Verser le mélange dans un demi-verre d'eau chaude et faire un gargarisme avec ce mélange, 2 ou 3 fois par jour.

Le conseil en plus : pendant cette période, éviter l'alcool, les aliments gras, le tabac et les saveurs piquantes.

LE BAIN DE BOUCHE AU BICARBONATE DE SOUDE

Grâce à ses propriétés cicatrisantes, antiseptiques et antidouleur, le bicarbonate de soude désinfecte et neutralise l'acidité.

Comment l'utiliser ?

En bain de bouche : verser 2 cuillerées à café de bicarbonate alimentaire dans un grand verre d'eau. Rincer la bouche avec cette



solution pendant quelques minutes après s'être lavé les dents, 2 ou 3 fois par jour. Le conseil en plus : une bonne hygiène buccale est indispensable. Utiliser de préférence une brosse à dents souple pour ne pas blesser la bouche.

LES REMÈDES HOMÉO

L'homéopathie prend en compte la façon dont les symptômes s'expriment chez le patient, contrairement à l'allopathie, ce qui permet de proposer un traitement adapté à chaque situation. Les substances utilisées sont fortement diluées et n'entraînent pas d'effets secondaires.

Comment les utiliser

L'aphte est situé à l'intérieur des joues, il est blanc et douloureux : Borax 5 CH, 5 granules, 3 fois par jour. Il est fissuré, douloureux, très

sensible au chaud : Borax 5 CH et Nitricum acidum 5 CH, 5 granules de chaque, 3 fois par jour.

Il est blanc, accompagné d'hyper-salivation et de mauvaise haleine : Mercurius solubilis 5 CH, 5 granules, 3 fois par jour.

Les aphtes sont plus douloureux la nuit et la bouche est rouge foncé : Lachesis 5 CH, 5 granules, 3 fois par jour.

Les conseils en plus : supprimer certains aliments : fruits secs ou acides, épices, gruyère, tomates, agrumes, ananas, fraises, kiwis, noix.

LA PROPOLIS

La propolis est un ensemble de substances résineuses, gommeuses et balsamiques récoltées par les abeilles sur les bourgeons de certains végétaux. Cette résine est utilisée pour assurer l'étanchéité et l'asepsie de la ruche. Sa richesse réside

dans la multitude de ses composants (plus de 400) : flavonoïdes (des antioxydants), huiles essentielles, mais aussi oligo-éléments (zinc, silice, fer), acides aminés... qui en font une substance aux nombreux bienfaits. Elle est anti-inflammatoire, cicatrisante, antiseptique, anesthésiante, purifiante.

Comment l'utiliser ?

Mâcher une barre de propolis purifiée, et la garder en bouche le plus longtemps possible, avant d'avaler ou jeter.

Appliquer sur l'aphte la solution huileuse de propolis, puis masser délicatement les ulcérations.

Faire un bain de bouche, 2 ou 3 fois par jour, avec la même solution de propolis mélangée à un peu d'eau chaude.

Le conseil en plus : privilégier les fruits et les légumes épluchés crus, cuits ou mixés (puree, compote...).

PEUT-ON FAIRE DES BAINS DE BOUCHE TOUS LES JOURS ?

Tout dépend du type de bain de bouche car il en existe deux :

Le bain de bouche thérapeutique, souvent prescrit par un dentiste, pour réduire une infection ou une inflammation, lutter contre la mauvaise haleine, faciliter la cicatrisation d'une plaie, protéger la bouche après une chirurgie buccale... Il ne doit être utilisé que pour une durée limitée, généralement précisée par le dentiste (ou le médecin).

Le bain de douche d'entretien, qui contribue à améliorer l'hygiène buccodentaire, peut être utilisé sans risque au quotidien matin et/ou soir.

Il est même recommandé aux personnes qui n'utilisent pas de fil dentaire puisqu'il aide à prévenir le risque de carie (s'il contient du fluor) ou de maladies des gencives. Pour ne pas se tromper, on vérifie qu'il ne contient pas d'antiseptique (comme la chlorhexidine).



RDC - RWANDA - SOUDAN Incursions de soldats étrangers dans l'Est

Des soldats du Soudan du Sud, du Rwanda et du Burundi font des incursions récurrentes dans les régions instables de l'Est et du Nord-Est de la République démocratique du Congo, ont affirmé vendredi des sources locales et un groupe d'experts.

Depuis avril, "nous venons d'enregistrer huit incursions de militaires sud-soudanais" dans le territoire d'Aru, dans la province de l'Ituri (nord-est), a déclaré Innocent Magudhe, un responsable de la société civile locale.

La dernière incursion a eu lieu mercredi dans la chefferie de Kokwa, située à la frontière avec le Soudan du Soudan, a-t-il précisé.

Les soldats sud-soudanais "brûlent des maisons, pillent les biens de la population (vaches, motos...)" dans une zone où les militaires congolais ne sont présent qu'en nombre réduit, selon lui.

Plus au sud, dans la région voisine des deux Kivu, la présence des armées du Rwanda et du Burundi "a été constatée" au courant du mois d'avril, a écrit le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) dans son rapport mensuel publié vendredi.

Dans le Nord-Kivu, l'armée rwandaise "a participé à la traque des rebelles hutu rwandais du Front démocratique pour la libération du Rwanda (FDLR-Foca), conjointement avec l'armée congolaise".

L'armée du Burundi est quant à elle intervenue au Sud-Kivu, "pour traquer les rébellions burundaises, notamment la Résistance pour un Etat de droit (RED-Tabara) avec l'appui d'autres groupes locaux", selon le KST.

"Il semble que l'objectif était de se prémunir contre les rébellions burundaises présentes au Sud-Kivu, notamment avant la présidentielle du 20 mai", au Burundi.

Le KST affirme s'appuyer sur "un réseau de chercheurs" et vérifier ces informations "avec de multiples sources fiables".

Les rumeurs persistantes d'incursions de militaires rwandais sur le sol congolais n'ont jamais été confirmées par les autorités de Kinshasa.

Fin avril, le président rwandais Paul Kagame les avait démenties lors d'une conférence de presse à Kigali.

Le rapport du KST fait aussi état de "85 meurtres de civils par des acteurs armés" en avril, dans les Kivu.

CENTRAFRIQUE Des éléments rebelles du FPRC prêts au désarmement à Ndélé

Des éléments du groupe rebelle Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) à Ndélé (nord) ont exprimé leur désir de déposer les armes, a annoncé vendredi Ismaël Kouago, ministre délégué au Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR). A cet effet, la liste desdits combattants a été remise aux autorités.

Elle contient entre autres les noms des combattants, les localités dans lesquelles ils se trouvent, ainsi que les types d'armes en possession de chacun, d'après une source proche du dossier.

La ville de Ndélé a été le théâtre ces derniers mois d'affrontements interethniques par groupes armés interposés, ayant poussé le gouvernement à y déployer des renforts armés.

APS

CRIS LIBYENNE

Président Tebboune : «la solution en ne saurait être militaire, l'Algérie disposée à mettre un terme à la crise»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la solution pour la Libye ne pourrait être militaire, réitérant la disponibilité de l'Algérie, qui se tient à l'équidistance de l'ensemble des parties dans ce pays, à mettre un terme à la crise et à stopper l'effusion de sang.

"Pour ce qui est du flux et reflux survenant en Libye, notre principe fondamental que nous avons clairement exprimé est que la résolution du conflit ne saurait être militaire et l'ensemble des Etats y compris les grands adhérent au plan de l'Algérie et son approche", a-t-il expliqué lors d'une entrevue avec nombre de responsable de médias nationaux et diffusés vendredi soir.

"Nous avons tenté par tous les moyens de résoudre cette crise de manière pacifique, et nous nous mettons à l'équidistance de toutes les parties du conflit", a-t-il souligné, rappelant par là même les efforts diplomatiques de l'Algérie et ses contacts avec les différentes parties libyennes.

"Le sang qui coule est celui des libyens et non celui de ceux qui mènent une guerre par procuration", a-t-il déploré, ajoutant que "l'Algérie s'attriste du sort de ce pays car elle a vécu de pareilles tragédies et sait comment s'en sortir".

Quelque soit le nombre de victimes, le retour à la table des négociations "est un



impératif, d'où la nécessité de les engager", a-t-il souligné, réaffirmant "la disponibilité de l'Algérie à assister les Libyens pour mettre un terme à la crise et en finir avec l'effusion du sang".

Et d'ajouter, même les grandes nations réalisent que l'Algérie est "en mesure de contribuer à l'instauration de la paix en Libye, sachant que nous n'avons aucun intérêt expansionniste ni éco-

nomique, et que notre objectif est de préserver la vie des Libyens et de protéger nos frontières".

Toutes les parties libyennes "se fient à l'Algérie, étant le seul pays à pouvoir réunir les belligérants, qu'ils soient tribus ou responsables", a assuré le président Tebboune.

Evoquant les liens de voisinage unissant le peuple libyen à ses frères algérien,

tunisien et égyptien, le président a estimé que "nous sommes prioritaires à trouver une solution à la crise" par rapport aux pays voisins.

"Je n'éprouve aucun souci à collaborer avec les deux pays frères l'Egypte et la Tunisie autour d'une solution à la crise libyenne", a-t-il déclaré, considérant que "les résultats obtenus au Mali pourront être reproduits pour la Libye".

MALI

Le président malien reconduit le Premier ministre démissionnaire

Le président malien Ibrahim Boubacar Keita a reconduit jeudi à son poste son Premier ministre démissionnaire et l'a chargé de former le prochain gouvernement, a

annoncé la télévision nationale. M.Cissé a présenté sa démission au président qui l'a reconduit, l'a félicité et lui a demandé de former le prochain gouvernement, a dit la

télévision nationale. Cette démission s'apparentait à une formalité après la récente installation d'un nouveau Parlement, consécutive aux législatives de mars/avril.

UA-NIGER

"L'assassinat de George Floyd", "symbole du vieux monde" selon le président nigérien

Le président du Niger Mahamadou Issoufou a estimé jeudi que la mort de George Floyd était "le symbole du vieux monde qu'il faut changer", lors d'une visioconférence avec ses pairs de l'Union africaine.

"Le symbole du vieux monde qui viole constamment ces valeurs (solidarité, égalité, justice, dignité) est l'assassinat de George Floyd", a déclaré le président nigérien dans son discours transmis

par la présidence aux médias "Notre conférence doit condamner sans réserve cet acte odieux", a déclaré M.

Issoufou en concluant son discours sur la mort de George Floyd, un Afro-américain asphyxié à Minneapolis sous le genou d'un policier américain blanc.

S'exprimant sur la pandémie de coronavirus qui va toucher les économies africaines, le président avait auparavant souligné: "Il est impératif de mettre en place un

nouveau paradigme, une nouvelle gouvernance politique et économique mondiale, gouvernance qui sera davantage fondée sur la solidarité, l'égalité, la justice et la dignité". Comme lors de plusieurs interventions cette année, M. Issoufou a appelé les pays occidentaux à aller plus loin que des annulations de dettes, réclamant "un plan Marshall" pour l'Afrique.

Les pays du G20 ont décidé de suspendre pour un an le remboursement de la dette

des pays les plus pauvres afin de les aider à faire face à la pandémie de Covid-19.

La chancelière allemande Angela Merkel a évoqué fin mai un nouveau "geste".

L'endettement total du continent africain est estimé à 365 milliards de dollars, dont environ un tiers dû à la Chine. Selon un bilan lundi soir, l'Afrique, qui a été relativement moins touchée que l'Europe ou les Etats-Unis, a enregistré près de 200.000 cas pour environ 5.000 morts.

LESOTHO

Le gouvernement doit cesser de "se chicaner"

Le nouveau Premier ministre du Lesotho, Moeketsi Majoro, a estimé vendredi que son peuple attendait du gouvernement qu'il "cesse de se chicaner", après les mois de crise qui ont précédé la démission de son prédécesseur mis en cause pour meurtre.

"En tant que Premier ministre, je dois vous informer que le peuple du Lesotho a accueilli les bras ouverts notre gouvernement", a déclaré M. Ma-

joro lors d'une conférence de presse avec le président sud-africain Cyril Ramaphosa à Pretoria. "Il souhaite que dans les deux prochaines années (avant les prochaines élections), nous nous concentrions autant que possible sur les services publics et que nous cessions de nous chicaner", a-t-il ajouté. "Nous devons nous assurer que nous avons un système politique stable au Lesotho", a-t-il insisté lors de sa première visite

à l'étranger depuis sa nomination. Moeketsi Majoro a succédé en mai à Thomas Thabane, qui a quitté ses fonctions deux ans avant la fin de son mandat, lâché par sa coalition après sa mise en cause dans l'assassinat en 2017 de son épouse de l'époque. M. Thabane, 80 ans, reste menacé de poursuites dans cette affaire. Sa femme actuelle, Maesaiah Thabane, a elle été inculpée de meurtre et est actuellement en prison.

ONU - USA

Les pays africains demandent un débat sur le racisme au Conseil des droits de l'homme

Les pays africains ont appelé vendredi le Conseil des droits de l'homme de l'Onu à organiser un débat urgent sur le racisme et les violences policières, dans le contexte de la mobilisation mondiale après la mort de George Floyd aux Etats-Unis.

Dans une lettre écrite au nom des 54 pays du Groupe africain dont il est coordonnateur pour les questions des droits humains, l'ambassadeur du Burkina Faso auprès des Nations Unies à Genève (Suisse), Dieudonné Désiré Sougouri, a demandé à l'organe de l'Onu d'organiser un "débat urgent sur les violations actuelles des droits de l'homme d'inspiration raciale, le racisme systémique, la brutalité policière contre les personnes d'ascendance africaine et la violence contre les manifestations pacifiques".

"Les événements tragiques du 25 mai 2020 à Minneapolis aux Etats-Unis, qui ont entraîné la mort de George Floyd, ont déclenché des protestations dans le monde entier contre l'injustice et la brutalité auxquelles les personnes d'ascendance africaine sont confrontées quotidiennement dans de nombreuses régions du monde", écrit l'ambassadeur.

"La mort de George Floyd



n'est malheureusement pas un incident isolé", ajoute-t-il, précisant s'exprimer au nom des représentants et ambassadeurs du Groupe africain.

La lettre, adressée à la présidente du Conseil des droits de l'homme, l'Autrichienne Elisabeth Tichy-Fisslberger, demande que ce débat ait lieu la semaine prochaine, à la reprise

de la 43e session du Conseil, interrompue en mars en raison de l'épidémie de Covid-19. Cet appel intervient après que la famille de George Floyd, les familles d'autres victimes de violences policières et plus de 600 ONG eurent appelé le Conseil des droits de l'homme à se saisir d'urgence du problème du racisme et de l'impunité dont

bénéficie la police aux Etats-Unis. Pour que le Conseil puisse examiner une telle requête, l'approbation d'au moins un pays est nécessaire. La requête provenant à présent d'un grand nombre de pays, "les chances" qu'un tel débat puisse avoir lieu "augmentent", a déclaré un porte-parole du Conseil.

FRANCE

Les policiers manifestent à Paris, des Champs-Élysées à la place Beauvau

Des policiers français ont manifesté vendredi matin à Paris à l'appel de plusieurs syndicats, dont Alliance et UNSA Police, bravant l'interdiction de rassemblement toujours en vigueur pour dénoncer l'attitude du gouvernement à leur égard ainsi que le climat ambiant de ce qu'ils qualifient comme une "haine antipoliciers". "Les collègues n'en peuvent plus. Ça fait des mois que ça dure", a déclaré à la presse Fabien Vanhemerlyck, secrétaire général du syndicat policier Alliance, à l'arrivée du cortège, parti des Champs-Élysées, devant le ministère de l'Intérieur place Beauvau. "La police n'a jamais été au-dessus des lois, mais elle ne doit pas être en dessous des lois", a-t-il déclaré en appelant "le président Macron (à) soutenir, respecter et considérer sa police".

Face aux accusations de violences et de

racisme visant la police française, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a annoncé lundi l'abandon de la technique controversée d'interpellation "par étranglement" et évoqué une suspension systématique des fonctionnaires de police en cas de "soupçons avérés" d'acte ou de propos raciste. Ces décisions du ministre, prises dans le contexte de manifestations contre les brutalités policières dans le sillage de la mort de George Floyd aux Etats-Unis, catalysent la colère des policiers et Christophe Castaner a reçu jeudi plusieurs représentants syndicaux place Beauvau dans le cadre de consultations qui devaient se poursuivre



vendredi. "Les forces de l'ordre sont aujourd'hui lâchées par leur hiérarchie", a réagi vendredi la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, qui s'est rendue dans un commissariat de Ville-neuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine).

FRANCE

La France rouvrira progressivement ses frontières extérieures Schengen à partir du 1er juillet



La France "procèdera à une ouverture progressive de ses frontières extérieures Schengen à compter du 1er juillet", ont annoncé vendredi les ministres des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et de l'Intérieur Christophe Castaner dans un communiqué commun. La décision a été prise conformément aux recommandations de la Commission européenne présentées jeudi et

"cette ouverture s'effectuera de façon progressive et différenciée selon la situation sanitaire des différents pays tiers, et conformément aux modalités qui auront été arrêtées au niveau européen d'ici là", ont-ils précisé. Les étudiants internationaux seront autorisés, quel que soit leur pays d'origine, à venir en France et leurs modalités d'accueil seront favorisées. Leur demande de visas et

titres de séjour seront traités en priorité. En ce qui concerne les frontières intérieures européennes, les ministres confirment que la France lèvera le 15 juin à 0h00 l'ensemble des restrictions de circulation mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

Les personnes en provenance de pays de l'espace européen (Etats membres de l'Union européenne ainsi qu'Andorre, Islande, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Saint-Marin, Suisse et Vatican) pourront donc entrer sur le territoire français sans restrictions à l'exception de l'Espagne et du Royaume-Uni. Ces deux pays appliquant des restrictions, la France continuera d'appliquer la réciprocité. Ainsi, l'Espagne ayant choisi de mainte-

nir jusqu'au 21 juin ses restrictions de circulation ainsi qu'une quatorzaine pour les passagers aériens en provenance d'Europe, les passagers aériens en provenance d'Espagne seront à leur tour invités à effectuer une quatorzaine à leur arrivée en France jusqu'au 21 juin. Les passagers en provenance du Royaume-Uni ne feront plus l'objet de restriction d'entrée en France à partir du 15 juin mais resteront, "jusqu'à nouvel ordre", invités à observer une quatorzaine à leur arrivée. La France et l'Allemagne avaient appelé depuis une quinzaine de jours à la réouverture le plus vite possible des frontières entre les pays européens, après plusieurs semaines de fermeture due à la pandémie de coronavirus.

GB-MANIFESTATIONS

Boris Johnson s'en prend aux "extrémistes"

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a fustigé vendredi les "extrémistes" qui ont "pris en otage" les manifestations antiracistes, s'élevant contre la volonté de "censurer le passé" en s'en prenant aux statues de figures colonialistes.

Marchands d'esclaves, homme d'affaires impérialiste ou personnalités connues pour des propos jugés racistes: plusieurs monuments ont été ciblés ces derniers jours lors des protestations suivant la mort de George Floyd aux Etats-Unis.

Alors que des actions sont prévues ce week-end, la statue de l'ancien Premier ministre Winston Churchill, à Londres, a été protégée par une boîte, disparaissant des yeux du public.

Il n'en fallait pas plus pour faire sortir de ses gonds Boris Johnson, auteur d'une biographie sur le héros de la Deuxième Guerre mondiale et qui le cite souvent en modèle.

"Les manifestations ont malheureusement été prises en otage par des extrémistes ayant pour objectif la violence", a écrit M.

Johnson sur Twitter, dénonçant des "attaques intolérables et abominables contre la police".

"Il est absurde et honteux que ce monument national se trouve soumis aujourd'hui au risque d'attaques de la part de manifestants violents", a dénoncé Boris Johnson.

"Certes, il a parfois exprimé des opinions qui étaient et restent inacceptables pour nous aujourd'hui mais c'était un héros et il mérite son mémorial.

"Winston Churchill est accusé d'avoir tenu des propos racistes, notamment contre les Indiens.

Sa statue, située près du Parlement, avait été dégradée le week-end dernier et l'inscription "était un raciste" ajoutée sous son nom.

A Liverpool, les panneaux de rue indiquant la fameuse Penny Lane, rendue célèbre par les Beatles, ont été vandalisés, alors que la question de savoir si elle a été ou non baptisée du nom d'un marchand d'esclaves agite la ville du nord de l'Angleterre.

Le mouvement a conduit certaines plateformes de streaming à retirer ou suspendre des contenus susceptibles d'être perçus comme offensants, dont l'un de la série culte "Fawlty Towers".

Plusieurs symboles du passé colonial du Royaume-Uni ont été récemment la cible de manifestants depuis la mort de l'Afro-américain George Floyd, asphyxié par un policier blanc.

A Bristol, la statue d'un marchand d'esclaves a été renversée et jetée à l'eau, à Londres, la statue d'un autre a été enlevée à la hâte.

A Oxford, des milliers de personnes ont manifesté mardi contre la statue de Cecil Rhodes, artisan de l'expansion de l'Empire britannique en Afrique australe.

Dans le port de Poole (sud) des manifestants sont venus empêcher le retrait d'une statue du fondateur du scoutisme Robert Baden-Powell, accusé par ses détracteurs de racisme, d'homophobie et de liens avec le régime nazi.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE Bendouda préside la 2^{ème} réunion de la commission chargée de l'établissement de la carte archéologique

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a présidé mercredi la deuxième réunion élargie de la commission chargée de l'établissement de la carte archéologique algérienne, indique un communiqué du ministère.

Lors de la réunion, Mme Bendouda a instruit les chercheurs, experts et acteurs du patrimoine culturel membres de la commission de finaliser cet important projet avant la fin de l'année, selon la même

source qui précise que ce projet permettra de "recenser le patrimoine archéologique et les biens culturels immobiliers à travers l'ensemble du territoire national pour une meilleure prise en charge à l'avenir".



KHENCHELA

Des cadres de la direction de la culture se rendent au chevet du chanteur Abdelhamid Bouzaher



Des cadres de la direction de la culture de Khenchela ont rendu visite au chanteur Abdelhamid Bouzaher, hospitalisé depuis mardi dernier à l'établissement public hospitalier. EHS-Ahmed Benbella, au chef lieu de wilaya, a-t-on appris vendredi auprès d'une source de cette direction. Des cadres de la direction de la culture se sont rendus jeudi au chevet

son état s'est dégradé mardi soir dernier et a nécessité son transfert à l'hôpital Ahmed Benbella, où il a été mis sous traitement.

M. Hassan Bouzaher a ajouté que son père, Abdelhamid, diabétique et hypertendu a souffert d'autres complications de santé qui l'ont contraint à rester chez lui.

de l'artiste Bouzaher pour s'enquérir de son état de santé et lui remonter le moral" a précisé la même source.

Selon Hassan, le fils de l'artiste Abdelhamid Bouzaher, son père, surnommé "le doyen de la chanson aurésienne" souffrait depuis quelques jours et

Ténor de la chanson chaouïe, Abdelhamid Bouzaher, 76 ans est un des artistes les plus célèbres de la ville de Khenchela et de la région des Aurès et a interprété des dizaines de chants chaoui et bédouins tout au long d'une carrière artistique de plus de 50 ans, entamée en 1971 avec "Hallit el Bab" et puis "Ya Galbi", "Louisa" et tant d'autres chansons dont les paroles sont chargées des valeurs de l'amour, de l'espoir et de l'unité.

En 1983, Bouzaher a été choisi pour camper le rôle de Aïssa Djermouni (1886-1946) dans le téléfilm consacré au grand maître de la chanson chaoui, réalisé par Abderrezak Hellal (1951-2014).

USA

Bob Dylan "malade" en voyant les images de la mort de George Floyd



Le musicien de légende Bob Dylan a confié dans une rare interview publiée vendredi par le New York Times avoir été "malade" en voyant la vidéo de la mort de George Floyd, asphyxié le 25 mai par un policier blanc dans son Etat natal du Minnesota.

"Cela m'a rendu malade de le voir torturé de la sorte", a déclaré le musicien dans sa première véritable interview depuis qu'il a obtenu le prix Nobel de littérature en 2016. "Cela va au-delà de l'horreur. Espérons que justice sera rapidement rendue pour la

famille Floyd et le pays", a-t-il ajouté. A 79 ans, la légende du folk, dont certaines chansons comme "Hurricane" (1976) ont dénoncé les violences policières contre la minorité noire, s'apprete à sortir vendredi prochain son premier album de chansons originales en huit ans, "Rough and Rowdy Days".

Fin mars, alors que la pandémie commençait à frapper de plein fouet les Etats-Unis, Bob Dylan avait sorti sa première chanson en huit ans, "Murder Most Foul", une ballade de 17 minutes consacrée à l'as-

assinat du président John F. Kennedy. Dans l'interview parue vendredi, réalisée par téléphone depuis sa maison de Malibu, en Californie, il se montre pessimiste sur l'avenir du monde et les conséquences de la pandémie de coronavirus. "Une arrogance extrême peut mener à des sanctions désastreuses. Peut-être sommes-nous à la veille de l'anéantissement", dit-il, en balayant néanmoins toute notion d'avertissement "biblique".

Il indique ne pas penser à sa propre mort. "Je pense à la mort de la race humaine", dit-il. "Le long et étrange périple du singe nu (...). Tout être humain, aussi fort et puissant soit-il, est fragile face à la mort. J'y pense en termes généraux, pas personnels".

Avant la pandémie, Bob Dylan se produisait régulièrement en concert. Il avait notamment prévu une série de concerts en avril au Japon et en juin aux Etats-Unis, tous annulés.

ARTS PLASTIQUES Le plasticien Hamza Bounoua expose sur le Net

Le plasticien algérien Hamza Bounoua présente une exposition virtuelle sur le site Artsy, jusqu'au 27 juin, indique le site électronique de la galerie.

Sous le thème "Reformater", l'artiste présentera à travers cette exposition, gérée par la galerie qatarie "El Markhia" pour les arts, une vingtaine de 20 toiles alliant calligraphie arabe et esthétique moderne.

Diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger, Bounoua est connu pour l'utilisation de la calligraphie arabe dans des contextes symboliques et esthétiques alliant authenticité et modernité, ce qui donne souvent à ses œuvres des sémantiques abstraites.

L'artiste a exposé dans plusieurs pays, dont le Koweït, le Brésil, le Canada, la Bosnie, le Qatar.

Plusieurs fois primé, il a reçu en 2001 le prix des Arts méditerranéens à Marseille (France) et le prix du Congrès international des arts euro-algériens à Bruxelles la même année.

Le site américain Artsy figure parmi les plus importants sites artistiques sur la toile, spécialisé dans la présentation et la vente des œuvres des plus prestigieuses galeries, les ventes aux enchères et les expositions dans le monde. Il traite avec 3.000 établissements dans près de 100 pays.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

NIF: 001319019068142

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE N° 42/2020

TEL: 036.62.16.48 FAX: 036.62.16.49

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 et l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service publique, la Wilaya de Setif Direction des Équipements Publics, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales paru au quotidien National al mouhtarif en date du 23/04/2020 relatif à :

- PROJET : réalisation d'une école primaire type b1 a ain oulmane

Lot 01 : bloc pédagogique + bloc administrative + équipement chauffage centrale + équipement de bache a eau + locaux technique + logement de fonction

Lot 02 : containe scolaire

Lot 03 : travaux des réseaux divers + éclairage extérieure + mur extérieur

Les critères ayant permis le choix de l'attribution sont :

- Certificat de qualification.
- Références de l'ET P
- Moyen matériels
- Moyens humains.
- Délais de réalisation
- offre moins disant.

DÉSIGNATION	ENTREPRISE RETENUE	MONTANTS	NOTE TECHNIQUE	délais
Lot 01 : bloc pédagogique + bloc administrative + équipement chauffage centrale + équipement de bache a eau + locaux technique + logement de fonction	Snc algoco Lz	52.444.944,67DA Nif : 000919019052930	38.00	08mois
Lot 02 : containe scolaire	Thabette anbed	11.590.659,50DA Nif : 178193100045134	37.50	06mois
Lot 03 : travaux des réseaux divers + éclairage extérieure + mur extérieur	Belaamech dahmane	9.217.266,98DA Nif : 155342002421145	38.00	03mois

OBSERVATION : les soumissionnaires peuvent déposer leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya dans un délai de 10 jours conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics. Pour les autres soumissionnaires, le service contractant est tenu d'inviter, dans le même avis ceux d'entre eux qui sont intéressés, de se rapprocher de ses services, a plus tard 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financier, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.

ETATS UNIS

Une femme nommée à la tête des vols habités de la Nasa

Kathy Lueders a été nommée vendredi à la tête de la direction des vols habités de la Nasa, l'un des postes les plus importants de l'agence spatiale américaine alors que le retour sur la Lune se prépare pour 2024.

"Kathy Lueders a été choisie pour diriger le directorat des missions d'exploration et d'opérations humaines de la Nasa", a annoncé l'administrateur de la Nasa, Jim Bridenstine, sur Twitter. Mme Lueders, entrée à la Nasa en 1992, dirigeait jusqu'à présent le programme des vols commerciaux habités, couronné d'un premier succès avec le lancement le 30 mai dernier par SpaceX de deux astronautes vers la Station spatiale internationale.

C'est elle qui, depuis des années, supervisait le fastidieux programme de tests, plein de rebondissements et de revers, pour les capsules développées par SpaceX et Boeing, autre entreprise partenaire, afin de s'assurer que les vaisseaux seraient sûrs pour ses précieux passagers.



"Cette équipe Nasa-SpaceX a toujours dépassé les attentes, ils ont réalisé des miracles pour moi", disait-elle lors d'un énième briefing le 29 mai. Le programme de vols habités privés, pour le compte de la Nasa,

avait été lancé dans les années 2010 sous la présidence de Barack Obama. Le calendrier actuel de la Nasa, fixé par l'administration du président Donald Trump, est de faire atterrir deux astronautes, dont au

moins une femme, sur la Lune en 2024, grâce à la fusée lourde SLS et à la capsule Orion. Mais les développements ont pris du retard, et la Nasa n'a pas encore choisi la société qui fabriquera l'alunisseur.

USA

Trump veut contourner des normes de non-prolifération pour vendre plus de drones

L'administration Trump prévoit de revenir sur un accord de non-prolifération datant de la Guerre froide pour permettre à l'industrie américaine de la défense de vendre plus de drones de fabrication américaine à plus de nations, indiquent vendredi des cadres-dirigeants du secteur et d'un responsable du gouvernement fédéral, cités par des agences de presse.

Cette modification pourrait ouvrir les ventes de drones américains armés à des pays tels que la Jordanie et les Emirats arabes unis, interdits d'acheter ces armes dans le cadre du Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), un pacte conclu en 1987 et liant 34 nations, selon ces sources.

Elle pourrait également compromettre le respect du RCTM de la part de pays comme la Russie. La modification

du RCTM fait partie d'une stratégie plus large menée par l'administration Trump pour exporter davantage d'armes.

Washington a remanié un large éventail de réglementations en matière d'exportation d'armes et a retiré les Etats-Unis de plusieurs traités internationaux sur l'armement, notamment celui sur les armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) et le traité Ciel ouvert.

Contourner le Régime de contrôle de la technologie des missiles permettrait aux entreprises de défense américaines comme General Atomics Aeronautical Systems et Northrop Grumman de pénétrer de nouveaux marchés actuellement dominés par des offres moins sophistiquées dont la Chine, qui ne sont pas partie prenante du RCTM.

Sollicitée, la directrice de l'Administration de la sécurité des technologies

de défense du Pentagone, Heidi Grant, s'est refusé à tout commentaire sur cette modification.

Elle a cependant déclaré que les Etats-Unis étaient impatients de voir les ventes de drones s'étendre à d'autres pays, que cela permettrait de renforcer les armées alliées et remplacerait les ventes de drones d'autres pays.

"Si nous ne sommes pas capables de répondre à cette demande croissante, nous nous tirons une balle dans le pied", a-t-elle dit. L'administration Trump poursuit la refonte de sa politique d'exportation des drones sous la pression des fabricants américains et malgré les objections des défenseurs des droits de l'homme qui mettent en garde contre le risque d'alimenter l'instabilité dans les régions sensibles, notamment au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

CHINE

Les satellites de l'IdO chinois achèvent les essais en orbite de la phase 1

Deux satellites destinés au projet chinois de l'Internet des objets (IdO) ont terminé la première phase de tests en orbite, ont indiqué des sources de la China Aerospace Science and Industry Corporation.

Les satellites, Xingyun-2 01 et 02, ont été lancés par une fusée Kuaizhou-1A le 12 mai depuis le Centre de lancement de satellites de Jiu-

quan. Les ingénieurs ont testé les plates-formes satellitaires, les charges utiles et les technologies clés telles que les liaisons intersatellites.

Les résultats étaient conformes aux attentes, a indiqué la société, citée par l'agence Chine Nouvelle.

D'autres essais en orbite seront poursuivis pour l'achèvement du projet Xingyun, la première constellation spa-

tiale chinoise IdO développée par la Chine.

Le projet devrait permettre de résoudre les problèmes détectés dans la zone d'ombre des entreprises de l'IdO en matière de communication, en raison d'une couverture insuffisante des réseaux de communication cellulaire sans fil.

D'ici 2023 environ, le projet Xingyun aura achevé la

construction de la constellation spatiale de l'IdO avec 80 satellites de communication en orbite basse.

Les satellites Xingyun-2 01 et 02 utilisent la technologie des liaisons laser intersatellites, qui permet aux satellites en orbite de communiquer sur de longues distances et donc d'améliorer les performances en temps réel des services de communication.

JAPON

Le Japon lance à son tour son application anti-coronavirus

Le Japon a l'intention de lancer à son tour la semaine prochaine une application pour smartphone basée sur la technologie d'Apple et Google d'Alphabet censée contribuer à freiner la propagation du coronavirus, a annoncé vendredi le ministère de la santé du Japon.

L'application, qui a besoin de Bluetooth pour fonctionner, permet de prévenir les personnes ayant été en contact (moins d'un mètre de distance pendant

plus de 15 minutes) avec une personne contaminée par le coronavirus au cours des 14 jours précédents.

D'après le ministère de la santé, les utilisateurs d'application qui ont été en contact avec un malade pourront obtenir rapidement une assistance au centre de santé publique et être testés au COVID-19.

"Nous pensons qu'une augmentation du nombre d'utilisateurs contribuera à

empêcher la propagation du virus", souligne le ministère. Afin de protéger la vie privée des utilisateurs, l'application japonaise ne collecte pas de données personnelles et la personne infectée restera anonyme pour les destinataires.

De très nombreux pays ont lancé ce type d'application, dont la France, suscitant à chaque fois une controverse sur leurs risques potentiels en matière de libertés individuelles.

APPLE

100 millions de dollars pour la lutte contre le racisme

Apple a lancé jeudi une initiative pour "l'équité raciale et la justice", dotée de 100 millions de dollars, une décision prise au moment où entreprises et autorités américaines tentent de réagir à la vague de manifestations contre le racisme.

Le géant californien de l'électronique et des technologies entend s'attaquer aux "barrières systémiques" auxquelles font face les "personnes de couleur", notamment les Afro-Américains, a expliqué son patron Tim Cook dans une vidéo publiée sur Twitter.

"Que ce soit chez Apple ou n'importe où dans la société, le poids du changement ne doit pas reposer sur les épaules de ceux qui sont sous-représentés", a-t-il déclaré.

"Il incombe avant tout à ceux qui sont en position de pouvoir et d'influence de changer les structures pour le bien commun." Depuis la mort de George Floyd, un Afro-Américain asphyxié par un policier blanc il y a deux semaines, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans tous les Etats-Unis, et au-delà, pour exiger la fin des violences policières et, plus généralement, du "racisme systémique".

La mobilisation, reflétée sur les réseaux sociaux, est sans précédent depuis le mouvement de lutte pour les droits civiques dans les années 1960.

Tim Cook a évoqué son enfance dans l'Etat de l'Alabama, pendant cette période pour souligner l'importance que des "personnes de bonne volonté mettent de côté leur confort et leur sécurité" et exigent des dirigeants qu'ils prennent leurs responsabilités.

L'initiative sera menée par Lisa Jackson, vice-présidente d'Apple chargée de la responsabilité sociale du groupe.

Le patron a promis une approche "holistique", qui soutiendra l'éducation, les organisations de la société civile et les entreprises détenues par des personnes noires.

BRÉSIL

Un site web pour suivre l'évolution des infections

Le ministère brésilien de la Santé a lancé vendredi un nouveau site web pour suivre la propagation du nouveau coronavirus dans le pays.

La plateforme affiche le nombre de cas de guérison ainsi que ceux qui sont suivis, en plus de graphiques montrant le nombre de décès quotidiens dus à la maladie et le nombre de décès pour 100.000 personnes, autant de facteurs qui aident à déterminer le degré de contagion. Grâce à la nouvelle plateforme, les utilisateurs peuvent également rechercher des cas par région en se basant sur les informations fournies par les autorités sanitaires de différents Etats.

Le ministre de la Santé par intérim, Eduardo Pazuello, avait indiqué mardi que ce nouveau site permettrait aux experts et aux fonctionnaires d'analyser la courbe des cas par Etat et par municipalité, ce qui les aidera à mieux lutter contre la maladie. En date de jeudi soir, le Brésil faisait état de 1.239 nouveaux décès dus au Covid-19 et de 30.412 nouveaux cas d'infection ces dernières 24 heures. Au total, le pays comptait 802.828 cas et 40.919 décès.

JM ORAN

Le report de la 19^e édition permettra la participation des meilleurs sportifs au rendez-vous d'Oran

Le report à 2022 de la 19^e édition des jeux méditerranéens (JM) d'Oran initialement prévue pour 2021 devrait arranger les nations participantes à envoyer leurs meilleurs athlètes en Algérie, a estimé jeudi le directeur général des JM, Salim Iles.

"Ce report qui a été décidé pour éviter tout chevauchement avec les jeux olympiques (JO) décidés pour l'année 2021, en raison de la pandémie de Coronavirus, est un mal pour un bien, dans la mesure où la nouvelle date des 19^{èmes} JM arrangera largement les affaires des pays participants qui devraient être représentés à Oran avec leurs meilleurs athlètes", a déclaré à l'APS l'ancien champion algérien de natation.

"Le report des JO a conduit également à l'ajournement de plusieurs championnats internationaux et la date choisie pour la tenue des JM, soit du 25 juin au 5 juillet 2022, nous donne plus de chances pour avoir parmi nous les meilleurs sportifs du bassin méditerranéen, car la plupart d'entre eux feront du rendez-vous oranais une étape importante afin de préparer leurs échéances mondiales qui suivront les JM", a-t-il ajouté.

M. Iles s'exprimait à l'issue d'une réunion par visioconférence ayant regroupé le comité d'organisation des JM (COJM) avec la commission de coordination relevant du comité international des JM (CIJM), au cours de laquelle les travaux des différentes commissions du COJM ont été passés au peigne fin.

"Malgré la crise sanitaire qui sévit depuis quelques mois et qui a conduit à décréter le confinement, nos différentes commissions, au nombre de 12, ont toutes poursuivies leurs préparatifs ce qui a permis d'avancer considérablement dans nos travaux, chose qui a été appréciée par la commission de coordination du CIJM", s'est réjoui le directeur général des JM.

Mieux, il a assuré que son instance est "même en avance en matière de préparation par rapport à la nouvelle date de l'échéance méditerranéenne, notamment dans le registre de la programmation des 203 épreuves retenues lors de cette manifestation sportive régionale".

"L'ajournement n'aura aucune incidence sur le plan financier"

Dans ce contexte, des instructions fermes ont été données par la commission de coordination que préside le Français Bernard Amslam, pour n'apporter aucun changement à la liste des 24 disciplines sportives choisies pour le rendez-vous oranais et ce, au grand dam des amateurs de l'a viron, une discipline sur laquelle comptait l'Algérie énormément pour s'offrir des médailles.

Au cours de cette séance de travail avec les représentants du CIJM, des assurances ont été également données au président de la commission de coordination quant à l'état d'avancement des travaux des nouvelles infrastructures sportives, ainsi que celles en cours de rénovation, a fait savoir Salim Iles qui s'est montré "très optimiste" quant à faire de la prochaine édition "l'une des meilleures dans l'histoire des JM".

Par ailleurs, le même dirigeant a souligné que le report des JM "n'aura aucune incidence du point de vue financier sur le COJM et ce, malgré la conjoncture économique difficile que traverse le pays", précisant, en outre, que son instance qui a reçu la somme de 1,3 milliard de dinars en guise de budget relatif à l'année 2020, va faire en sorte de "répartir le budget sur deux années, en application des instructions des pouvoirs publics portant sur la rationalisation des dépenses afin de faire face à la crise économique actuelle".

APS

SPORT / ALGÉRIE

Le COA réaffirme son soutien et accompagnement aux athlètes en prévision d'une reprise

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) a réaffirmé son aide et accompagnement aux athlètes, en vue d'une reprise des entraînements après plus de trois mois d'arrêt à cause de la pandémie du coronavirus.

"Le COA, en relation avec les fédérations nationales doit se concentrer en priorité, sur une meilleure approche dans son accompagnement à la reprise des activités des athlètes et leur préparation, dès que les conditions sanitaires seront réunies, et recenser les moyens à mettre en œuvre pour les aider, après les dommages causés par un confinement rendu nécessaire par les autorités sanitaires et gouvernementales, en guise de protection et sauvegarde des vies humaines", a indiqué à l'APS, le président par intérim du COA, Mohamed Meridja.

Cette volonté a été exposée lors de la réunion du bureau exécutif du COA, tenue jeudi, et qui a abordé, entre autres, la situation sanitaire liée au Covid-19 et son impact sur les activités du COA, le projet "Olympafrica", Tazrouit à Tamanrasset, le programme "Judo à l'école" et "la Solidarité olympique".

Dans l'espoir d'assurer un accompagnement sans embûches de l'élite algérienne déjà qualifiée aux prochaines compétitions continentales ou mondiales,



le COA a relevé l'impératif d'accélérer le rétablissement des liens avec les fédérations concernées, en coordination avec le MJS, et lever les facteurs bloquants, afin de conforter l'espoir des athlètes pour une meilleure approche.

"La commission de la préparation olympiques, le Département des sports chargé du dossier, ainsi que le trésorier général sont appelés à coordonner et accélérer leurs efforts pour finaliser les réponses aux fédérations concernées et dégager les

enveloppes à allouer à leur préparation", a souligné Meridja. Il a également réitéré son désir et sa volonté de ramener la quiétude attendue et ouvrir le champ à des débats constructifs afin de rassembler l'ensemble des acteurs et responsables du mouvement sportif et olympique algérien.

"Je veux, avec l'aide de tous, rétablir la communication et la sérénité, afin de préserver le COA, autant qu'entité du sport algérien, d'éventuelles autres turbulences. Il faut arriver à par-

tager la même approche, celle de promouvoir davantage le sport algérien au niveau national, et le porter au plus haut niveau, avec l'apport de tous", a souhaité le président par intérim de l'instance olympique.

Enfin de réunion, le COA, a assuré son adhésion à l'accord signé par le MJS et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, et "réitère son soutien à cette initiative qui constitue une ligne directrice dans la prévention et la lutte contre la corruption dans le sport".

JO-2021/CORONAVIRUS

Le MJS exige le programme de préparation et la liste nominative des athlètes

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a demandé aux fédérations sportives nationales de transmettre le programme de préparation ainsi que la liste nominative des athlètes ayant déjà compté leurs billets qualificatifs aux Jeux Olympiques 2021 de Tokyo.

Dans une correspondance adressée aux fédérations sportives, la direction générale des Sports relevant du MJS a demandé de transmettre, dans les meilleurs délais, les programmes de préparation ainsi que les lieux d'entraînements des athlètes ayant déjà composé leurs billets aux JO-2021 afin

d'assurer toutes les conditions sanitaires d'hygiène, de sécurité ainsi que la désinfection des structures sportives nationales en vue de leur préparation juste après la période de confinement.

La direction générale des Sports a également exigé la liste des athlètes susceptibles d'être qualifiés ainsi que celles de l'encadrement technique et médical qui se chargera de la préparation de l'ensemble des athlètes.

Dans le cadre du plan du gouvernement visant à lutter contre la propagation du coronavirus (COVID-19), le ministère de la Jeunesse et des Sports avait pris toutes les mesures préven-

tives qui demeurent en vigueur jusqu'au 13 juin. Ces dispositions concernent aussi la fermeture de toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, le report des activités et sorties en plein air ainsi que l'organisation des assemblées générales des structures d'animation sportives.

Les activités liées à la mobilité des jeunes et autres jumelages entre les auberges de jeunes sont également concernées par cette mesure, au même titre que les manifestations et activités de jeunesse, festivals, rencontres, expositions et salons prévus au niveau local, régional et national.

BASKET/ALGÉRIE (CORONAVIRUS) REPRISSE DES ACTIVITÉS SPORTIVES Les médecins expliquent les règles à respecter

Les lignes directrices pour une éventuelle reprise des activités sportives pour les clubs du championnat national de basket-ball, ont été abordés jeudi au cours d'un direct sur YouTube, animé par Dr Mourad Hamdaoui, médecin fédéral, et le Dr Tarek Boussaïd, médecin de l'équipe nationale A.

"Au cours de leurs interventions, les deux médecins ont expliqué les mesures sanitaires à respecter en cas de reprise des activités sportives, suspendues en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

Les représentants des clubs ont été attentifs aux recommandations et aux conseils des médecins", a indiqué à l'APS le président de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB) Rabah Bouarifi.

Les championnats d'Algérie de basket-ball sont interrompus depuis le 13 mars dernier après la décision des pouvoirs publics de suspendre toutes les activités sportives et la fermeture des infrastructures sportives.

"Un protocole sanitaire sera transmis prochainement au ministère de la Je-

nesse et des Sports (MJS) pour validation.

C'est à partir de là, que les clubs seront fixés sur la reprise de leurs activités", a-t-il ajouté.

Concernant la reprise de la compétition, le président de la FABB a écarté l'idée d'un retour "au vu de la situation sanitaire actuelle", mais également par rapport à l'avis défavorable des médecins.

"Les médecins ont donné un avis défavorable. Ils se sont opposés à une reprise du championnat, alors que le confinement n'a pas en-

core été levé par les pouvoirs publics", a-t-il souligné.

La FABB a recensé 16 clubs sur les 20 issus de la Super-Division messieurs de basket-ball en faveur d'une annulation de la saison, suspendue depuis mars, en raison de la pandémie de COVID-19.

En cas d'une éventuelle saison blanche, le président de la FABB a écarté l'idée de désigner un vainqueur pour l'actuelle édition, de même qu'il n'y aurait ni accession ni relégation, soulignant que le Bureau fédéral allait se pencher sur le sujet.

FAF

Le président du Département Intégrité connu au plus tard dans une semaine

La Fédération algérienne de football (FAF), dévoilera "au plus tard dans une semaine", l'identité du président du nouveau Département Intégrité, a déclaré vendredi le responsable de communication de l'instance fédérale Salah-Bey Aboud.

"La FAF devait installer le président du nouveau Département Intégrité, mais il a été appelé à d'autres fonctions au sein de l'organisme de sécurité auquel il appartient.

Nous avons dû alors chercher de nouveau celui qui occupera ce poste.

Une chose est sûre, l'identité du président sera dévoilée au plus tard dans une semaine", a-t-il indiqué.

L'instance fédérale avait entamé depuis juillet 2019 des démarches auprès de la Fédération internationale (Fifa) pour la création d'un tel département, avec l'ambition de promouvoir l'intégrité et la protection des matches et des compétitions du football en Algérie.

"Trois candidatures ont été retenues pour ce poste, la FAF va choisir celui qui



a le bon profil. Nous sommes également dans l'attente de l'accord de la Fifa", a ajouté Salah-Bey Aboud sur les ondes de la radio nationale.

En août dernier, la FAF avait organisé des sessions et briefing au siège de la FAF et au Centre technique

national (CTN) de Sidi Moussa au profit des membres des Commissions juridictionnelles de la fédération et de la Ligue de football professionnel (LFP), des dirigeants de clubs professionnels et des arbitres internationaux, pour aborder le sujet relatif à cette

nouvelle structure. "L'étape qui s'en est suivie, a consisté en la recherche du profil remplissant les exigences et les qualifications liées au poste de responsable de cette structure", avait souligné l'instance fédérale dans communiqué.

LIGUE 1 / CORONAVIRUS

80% des joueurs baissent leurs salaires de 50%

La majorité des joueurs du CR Belouizdad a accepté de baisser leurs salaires à hauteur de 50 % afin de soulager les finances du club, en cette période de nouveau coronavirus, a indiqué vendredi le directeur général du club algérois de Ligue 1, Taoufik Kourichi.

"Les joueurs ont accepté de collaborer par rapport à la situation sanitaire liée au coronavirus.

80% des joueurs ont accepté de baisser leur salaire de 50% après un accord à l'amiable", a déclaré Kourichi à la radio nationale Chaîne 3.

"Les joueurs, le staff technique et médical ont accepté de collaborer par rapport à la situation économique du pays, mais aussi pour soulager la santé financière du club", a expliqué l'ancien DTN, annonçant au passage que l'accord sera signé au plus tard

ce dimanche. Interrogé sur une éventuelle reprise du championnat de Ligue 1, le directeur sportif du CR Belouizdad a estimé que la majorité des clubs n'ont pas les moyens pour assurer le protocole sanitaire exigé pour protéger les joueurs.

"C'est une question de santé des personnes et des vies humaines, et essayant de voir les choses autrement", a-t-il conclu.

LIGA ESPAGNOLE (BÉTIS SÉVILLE)

La direction entame les négociations avec Mandi pour une prolongation de contrat

La direction du Bétis Séville (Liga espagnole de football), a entamé les négociations avec le défenseur international algérien Aïssa Mandi, pour une éventuelle prolongation de contrat, qui arrivera à son terme en 2021, rapporte vendredi la presse locale. Selon la même source, le club andalou veut faire prolonger le défenseur polyvalent al-

gérien pour trois voire quatre saisons supplémentaires.

La volonté du Bétis de préserver Mandi, intervient alors que l'ancien joueur du Stade de Reims (France) est convoité par plusieurs clubs, à l'instar de l'Olympique Lyonnais, l'Olympique de Marseille, ou encore l'Atlético de Madrid.

Après avoir fixé à 30 millions d'euros, la clause li-

bératoire de Mandi, le Bétis veut faire augmenter le prix de cession à 50 millions d'euros, une manière de barrer la route aux prétendants. Pour la reprise de la Liga espagnole, suspendue depuis mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), Mandi (28 ans) n'est pas entré en jeu durant le derby andalou, perdu jeudi

soir sur le terrain du FC Séville (2-0). Mandi avait rejoint le Bétis en 2016 en provenance du Stade de Reims (France) pour un contrat de cinq ans qui va arriver à terme en juin 2021.

Malgré la volonté de la direction du Bétis de prolonger le bail du joueur algérien, les deux parties n'ont toujours pas trouvé d'accord.

TRANSFERT

Youcef Atal restera à Nice

L'OGC Nice va garder son international algérien Youcef Atal qui ne sera pas vendu lors du mercato estival, a indiqué le président du club français de football.

Dans un entretien au journal Nice-Matin de jeudi, Jean-Pierre Rivère, a assuré que le club azuréen ne connaîtra pas de "grande lessive", mais seulement quelques départs au mercato.

"Il y aura des départs, c'est certain. Nous voulons construire une équipe compétitive, avec du caractère.

Nos besoins à des postes bien précis ont été identifiés", a expliqué Rivère, ajoutant que le club veut garder ses meilleurs éléments dont l'international algérien. "On ne fera pas de



grands noms. Notre objectif, c'est de recruter des joueurs qui adhèrent au projet sur plusieurs années, et garder nos meilleurs joueurs qui vont nous aider à grandir, être de façon récurrente dans le top 5", a-t-il espéré. Et d'enchaîner : "On ne fera pas de

grande lessive durant l'été. On souhaite conserver Youcef Atal et on va le conserver". Le champion d'Afrique algérien, âgé de 24 ans et auteur d'un but en 14 matchs, toutes compétitions confondues cette saison, avait été victime d'une grave blessure au genou début décembre.

Il serait cependant prêt à reprendre les entraînements avec l'équipe, le 15 juin, après une bonne période de rééducation. Il est à rappeler que Youcef Atal a été associé à de nombreux clubs ces derniers mois.

Le PSG, Tottenham, Chelsea, l'Atlético Madrid ou encore le Milan AC auraient tous manifesté un intérêt pour ses services.

MILAN AC

Ismail Bennacer peut progresser davantage

Le milieu de terrain algérien du Milan AC, Ismail Bennacer, possède une grande marge de progression, a estimé jeudi son entraîneur, Stefano Pioli. Lors du point de presse d'avant-match contre la Juventus, vendredi en demi-finale retour de Coupe d'Italie, Pioli a parlé de Bennacer, qualifiant ses performances cette saison de "bonnes".

"Il a montré un très bon caractère, il a fait de bonnes performances cette saison. Compte tenu de son âge et de sa position, je pense qu'il a encore beaucoup de marge de progression, il est travailleur et généreux et s'il arrive à garder cette attitude, il va énormément progresser", a-t-il dit.

Bennacer, transfuge d'Empoli pour un contrat de quatre ans avec le club lombard, est annoncé titulaire pour le choc face à la Juventus, après le nul 1-1 à l'aller à Milan le 13 février dernier.

ENREGISTREMENT SONORE (PROCÈS)

La LFP se constitue partie civile

La Ligue de football professionnel (LFP) s'est constituée partie civile dans l'affaire de l'enregistrement sonore ayant impliqué le directeur général de l'ES Sétif, Fahd Halfaïa et le manager de joueurs Nassim Saâdaoui, mis sous mandat de dépôt dimanche par le tribunal de Sidi M'hamed (Alger), a-t-on appris jeudi de l'instance dirigeante de la compétition.

"La LFP s'est officiellement constituée partie civile dans cette affaire. Comme je l'ai dit auparavant, cet enregistrement sonore est un véritable scandale que nous dénonçons avec force", a affirmé à l'APS le vice-président de la LFP, Farouk Belguidoum.

Halfaïa est accusé de corruption en vue d'arranger des matches de football, alors que Saâdaoui est poursuivi pour corruption en vue d'influencer le résultat d'un match, diffamation, atteinte à la vie privée d'autrui, ainsi qu'enregistrement d'appels téléphoniques sans consentement.

Les deux accusés encourent une peine allant de 2 à 10 ans d'emprisonnement, selon le procureur de la République.

Lors de sa conférence de presse lundi, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a indiqué que l'expertise de l'enregistrement a montré qu'il s'agit bien des voix des accusés et que ce n'était pas un montage.

La comparaison des différentes parties liées à cette affaire fait suite à la plainte contre X déposée par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Le Bureau exécutif de la LFP a tenu jeudi une réunion, avec à l'ordre du jour plusieurs sujets, notamment cette affaire de l'enregistrement sonore qui est en train de défrayer la chronique.

Par ailleurs, Belguidoum, également porte-parole de la LFP, a indiqué que la Ligue entamera "dès la semaine prochaine" une série de rencontres avec les clubs professionnels pour aborder le protocole sanitaire relatif à une éventuelle reprise du championnat, suspendu depuis le 16 mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19). "Cette rencontre ne se déroulera pas via visioconférence, comme ça se fait depuis le début de la pandémie. Les membres de la LFP vont se déplacer eux-mêmes pour rencontrer les présidents de club par régions, et aborder ce sujet", a-t-il ajouté.

Enfin, Farouk Belguidoum a affirmé que la LFP a également traité le point concernant les clubs condamnés par la Fédération internationale (Fifa) à régulariser financièrement certains de leurs joueurs étrangers, ces derniers ayant recouru à l'instance internationale pour être rétablis dans leurs droits. "Dans la continuité de la décision prise par la Fédération algérienne (FAF) lors de la dernière réunion de son Bureau fédéral, la LFP s'est attelée sur le sujet et s'est engagée à aider les clubs à régler leur situation vis-à-vis de la Fifa", a-t-il conclu.

ALLEMAGNE

Leipzig gagne et conforte sa troisième place

Le RB Leipzig, qui jouera la phase finale de la Ligue des champions en août, s'est imposé vendredi à Hoffenheim grâce à un doublé de Dani Olmo (2-0) et a renforcé sa 3e place en Bundesliga.

A trois journées de la fin du championnat d'Allemagne, le RB compte provisoirement six points d'avance sur ses poursuivants Mönchengladbach et Leverkusen, qui jouent ce week-end.

Le club saxon, qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions suspendue en mars pour cause de coronavirus, est désormais en bonne position pour se qualifier aussi pour la prochaine édition 2020-21, ouverte aux quatre premiers du championnat d'Allemagne.

LIGUE DES CHAMPIONS

La fin de la compétition à Lisbonne

La Ligue des Champions pourrait reprendre au mois d'août, selon des sources européennes. La Coupe d'Europe la plus prestigieuse devrait se jouer sous forme de tournoi à élimination directe à partir des quarts de finale, dans la ville de Lisbonne, au Portugal. La finale de la compétition se tiendra le 22 ou le 23 août.

Avant cette fin de compétition inédite, il reste encore quatre huitièmes de finale retour à jouer. Juventus-Lyon, Bayern Munich-Chelsea, Manchester City-Real Madrid et Barcelone-Naples pourraient se disputer le week-end du 8 et 9 août.

L'Atletico Madrid, le PSG, Leipzig et l'Atalanta Bergame sont déjà qualifiés. La Ligue Europa devrait suivre le même format, dans la ville de Cologne. Les décisions officielles sur ces deux compétitions doivent être prises lors du comité exécutif de l'UEFA, prévu les 17 et 18 juin.

ITALIE

Juventus et AC Milan avec des messages anti-racistes à l'échauffement

Les joueurs de la Juventus et de l'AC Milan se sont échauffés avec des tenues portant des messages anti-racistes, avant le coup d'envoi de leur demi-finale retour de Coupe d'Italie vendredi.

Cristiano Ronaldo et les autres Turinois se sont échauffés avec des t-shirts sur lesquels on pouvait lire sur le dos "No Racism". Quant aux joueurs de l'AC Milan, leurs maillots d'échauffement étaient barrés sur l'avant de l'inscription "Black lives matter".

La mort aux Etats-Unis de George Floyd, un Afro-Américain, a déclenché des manifestations partout dans le monde pour protester contre les discriminations et les violences racistes. George Floyd est mort asphyxié fin mai par un policier blanc qui a laissé son genou sur son cou pendant plus de huit minutes.

Le match entre la Juventus et l'AC Milan est le premier à se jouer en Italie depuis plus de trois mois et l'interruption des compétitions face à la progression de l'épidémie de coronavirus.

APS

CLASSEMENT DE LA FIFA

L'Algérie toujours à la 35^e position

L'Algérie s'est maintenue à la 35e place au classement de la Fédération internationale de football (Fifa) du mois de juin, publié jeudi par l'instance sur son site officiel.

En raison de la pandémie de coronavirus, aucun match international n'a pu être disputé, donc logiquement, aucun changement n'a été apporté au classement mondial de juin. Au niveau continental, les champions d'Afrique algériens restent scotchés à la quatrième position, devancés par le trio composé du Sénégal (20e mondial), la Tunisie (27e) et le Nigeria (31e).

Les trois adversaires de l'Algérie en qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 sont classés dans l'ordre : Zambie (88e), Zimbabwe (111e) et Botswana (148e).

Quant aux adversaires des "Verts" au second tour des éliminatoires du Mondial-2022, ils sont logés comme suit : Burkina Faso (59e), Niger (112e) et Djibouti (184e).

La Belgique reste sur son



trône devant la France et le Brésil. Suivent l'Angleterre et l'Uruguay, toujours positionnés aux 4e et 5e rangs respectivement.

Derrière, dans l'ordre, la Croatie, le Portugal, l'Espagne, l'Argentine et la Colombie

font en embuscade. Au-delà de ce Top 10, ce sont 200 fédérations qui n'attendent plus que de se retrouver sur des terrains de football et bouleverser la hiérarchie mondiale. La reprise ou le début des qualifications pour la Coupe

du monde Qatar-2022 dans chaque Confédération sont notamment attendus avec impatience et animeront les positions dans les mois à venir.

Le prochain classement mondial Fifa sera publié le 16 juillet 2020.

La FIFA autorise les joueurs à évoluer dans trois clubs cette saison

La Fédération internationale de football (Fifa) a indiqué jeudi sur son site officiel, qu'elle autoriserait les joueurs professionnels à porter trois maillots différents en 2019-2020.

"Pour éviter tout problème en ce qui concerne des joueurs se retrouvant sans emploi, les joueurs sont autorisés à être enregistrés auprès d'un maximum de trois clubs pendant une même saison et peuvent disputer des matches officiels pour un maximum de trois clubs durant cette période" explique la Fifa dans son communiqué.

Habituellement, les joueurs ne peu-

vent évoluer dans plus de deux clubs à l'occasion d'une même saison, une règle non négociable qui avait par exemple empêché Hatem Ben Arfa de jouer à Nice en 2014-2015.

Par ailleurs, l'instance a modifié ses règlements concernant les fenêtres de transferts, pour prendre en compte la longue interruption des compétitions liée au coronavirus.

La Fifa permet ainsi, sous conditions, que la fenêtre estivale puisse chevaucher exceptionnellement les fins de Championnats 2019-2020 reprogrammés pendant l'été.

Cette décision permet aux clubs encore engagés dans leurs Championnats respectifs pendant l'été d'enregistrer au même moment de nouveaux joueurs.

Mais ces joueurs ne pourront être alignés en matches officiels que pour les rencontres de la saison 2020-2021, pas pour celles de la saison à finir.

Le mercato estival s'annonce particulièrement chamboulé pour les grands championnats européens qui, à l'exception notable de la Ligue 1 française, ont opté pour une reprogrammation pendant l'été de leur fin de saison longtemps suspendue par le coronavirus.

COUPE D'ITALIE

Plus de 8 millions de téléspectateurs pour Juventus-AC Milan

La demi-finale retour de Coupe d'Italie entre la Juventus et l'AC Milan (0-0) a attiré vendredi plus de huit millions de téléspectateurs sur Rai 1, soit la meilleure audience de la saison pour un match de football, rapportent samedi des médias locaux.

Cette rencontre était la première disputée en Italie depuis le 9 mars et l'interruption des compétitions face à l'avancée de la pandémie de coronavirus.

ANGLETERRE

"Black Lives Matter" au dos des maillots pour la reprise du championnat

Les maillots des joueurs arboreront le slogan anti-raciste "Black Lives Matter" dans le dos, à la place de leur nom, lors de la reprise du championnat anglais de football la semaine prochaine, a annoncé vendredi la Premier League.

Les joueurs ont exprimé "le souhait de voir leur nom remplacé par +Black Lives Matter+ au dos des maillots pour les 12 premiers matches de la reprise de la saison 2019/2020", explique la PL dans un communiqué. Il s'agit donc des deux matches en retard prévus mercredi 17 juin - Manchester City-Arsenal et Aston Villa-Sheffield United - puis des 10 rencontres de la 30e journée qui seront jouées entre le vendredi 19 et le lundi 22. La Ligue de football anglaise (EFL) a

également indiqué qu'elle "soutenait les joueurs qui souhaiteraient mettre le genou à terre avant ou pendant le match", un geste en hommage à George Floyd, le père de famille afro-américain tué par un policier fin mai à Minneapolis, aux Etats-Unis. Pour tous les matches restant cette saison, un logo "Black Lives Matter" sera apposé sur les maillots, ainsi qu'un autre remerciant les services de santé britanniques (NHS) pour leur travail dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, a encore fait savoir la PL. Le communiqué retranscrit également un message des joueurs des 20 équipes de l'élite anglaise.

"Nous sommes unis dans l'objectif unique d'éradiquer les préjugés racistes,

où qu'ils se trouvent, de faire advenir une société mondiale d'intégration, de respect et offrant des chances égales à tous, indépendamment de leur couleur ou de leur foi", ont expliqué les joueurs. La démarche est aussi soutenue par la fédération anglaise (FA) et par les organisations syndicales représentants les entraîneurs, les joueurs et les arbitres. Mercredi, pendant la demi-finale de Coupe d'Allemagne contre le Bayern, les joueurs de Francfort portaient aussi un maillot avec iblacklivesmatter, le slogan de la lutte contre les violences policières racistes, lancé aux Etats-Unis mais devenu mondial ces dernières semaines.

Le Bayern, lui, avait porté des t-shirts avec cette inscription à l'échauffement.

mis à la Juve d'accéder en finale de la "Coppa Italia" (1-1 à l'aller à Milan, ndr) a drainé près de 8,3 millions de téléspectateurs sur Rai 1, principale chaîne du groupe public, soit une part de marché de 34%.

C'est la meilleure audience de la saison pour un match de football en Italie. Les deux demi-finales aller (AC Milan - Juventus et Inter Milan - Na-

plés), également diffusées sur Rai 1, avaient respectivement attiré 8,09 millions et 6,8 millions de téléspectateurs. Quant à l'équipe nationale, dont les sorties sont aussi diffusées en clair par Rai 1, elle a réuni 7,4 millions de téléspectateurs lors de son match le plus suivi de la saison, en éliminatoires de l'Euro face à la Bosnie en juin dernier.

Le Bayern, lui, avait porté des t-shirts avec cette inscription à l'échauffement.

Mauvaise nouvelle pour Thiago

En passe de décrocher un nouveau titre de champion d'Allemagne, le Bayern Munich devra se passer de son milieu de terrain Thiago Alcantara (29 ans, 35 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) pour les 4 dernières journées de Bundesliga. Gêné par des soucis à l'aine depuis la reprise, l'international espagnol avait effectué son retour ces derniers jours en entrant en jeu contre le Bayer Leverkusen (4-2) samedi dernier en championnat puis face à l'Eintracht Francfort (2-1) mercredi en Coupe d'Allemagne. Mais les premiers retours n'ont pas été concluants et l'ancien Barcelonais devra se faire opérer. Absent pour 3 semaines, l'ibère ne jouera plus en championnat mais vise un retour pour la finale de la Coupe d'Allemagne face au Bayer le 4 juillet.



BALE N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Relégué sur le banc de touche du Real Madrid en fin de saison, Gareth Bale aurait déjà exclu un retour en Angleterre la saison prochaine. C'est en tout cas ce qu'affirme son agent, Jonathan Barnett. Recruté par le Real Madrid en 2013 pour près de 100 M€, Gareth Bale a enchaîné le bon et le moins bon en Espagne, sans jamais faire l'humanimité. Et malgré une relation compliquée avec ses dirigeants, le Gallois semble parti pour rester au Real Madrid, comme l'a expliqué son agent Jonathan Barnett au micro de la BBC.

« Revenir jouer en Premier League serait une grande chose mais je ne pense pas qu'il veuille le faire pour le moment car il est très heureux de jouer au Real Madrid. Je n'ai aucune idée de sa valeur. Son salaire est assez élevé et l'endroit où il veut aller est aussi très important dans sa vie. Je ne peux pas mettre un chiffre dessus. C'est aux clubs de décider ce qu'ils veulent payer pour lui. Comme je l'ai toujours dit, il est très heureux à Madrid. Il a un style de vie très agréable, je ne vois pas pourquoi il ne verrait pas la suite de sa carrière à Madrid. C'est la vie qu'il veut mener. Financièrement, lui faudra assez pour le reste de sa vie et pour tous ses enfants et petits-enfants. Il a presque tout gagné dans le monde, sauf la Coupe du monde. »

VAN DIJK S'APPRÊTE À TOUCHER LE JACKPOT

Virgil van Dijk est en passe de prolonger son bail à Liverpool jusqu'en juin 2025. Avec un salaire historique à la clé.

Arrivé en janvier 2018 en provenance de Southampton, Virgil van Dijk (28 ans) s'est rapidement imposé comme l'un des éléments clés du Liverpool de Jürgen Klopp. Le Néerlandais, élu joueur UEFA de l'année 2019 devant Cristiano Ronaldo et Lionel Messi, épate par son calme à la relance, sa qualité d'anticipation et sa maîtrise dans les duels.

Les Reds sont bien conscients de tenir en l'international oranje (33 sélections, 4 buts) l'un des tous meilleurs défenseurs centraux à l'heure actuelle sur la planète football (81 matches de Premier League avec Liverpool, 8 réalisations). Alors, pas question de prendre le moindre risque de le perdre. C'est pourquoi les pensionnaires d'Anfield ont beaucoup misé sur sa prolongation de contrat. La signature de ce nouveau bail semble d'ailleurs actée à en croire les informations du Sun, qui en dévoile même la teneur. Ainsi, le natif de Breda remplira jusqu'en juin 2025 avec un salaire d'environ 245 000€ par semaine, soit 12,7 M€ par an.

Il s'agit purement et simplement du plus gros contrat jamais offert à un joueur par les Scousers. Il deviendrait l'élément le mieux payé du vestiaire devant Mohamed Salah (222 500€ par semaine). Une manière de récompenser ses performances, mais aussi d'éloigner le Paris SG qui, selon le Sun, était disposé à lui offrir la succession de Thiago Silva. Quand on aime, on ne compte pas...



JÉRÉMIE BOGA EST TRÈS COURTISÉ !

Annoncé dans le viseur du Stade Rennais pour la saison prochaine, l'ancien ailier de Chelsea Jérémie Boga aurait de nombreux prétendants en Serie A, lui qui joue déjà avec Sassuolo... Jérémie Boga est très courtisé. Annoncé dans le viseur du Stade Rennais pour la saison prochaine, l'ailier de Sassuolo aurait de nombreux prétendants, notamment en Italie. En effet, comme révélé par Calciomercato, l'ailier des Neroverdi aurait déjà fait l'objet d'une offre de la part du Napoli, refusée par la direction de Sassuolo en raison d'un montant trop faible, qui n'aurait pas atteint les 30M€ demandés par le club. Si l'intérêt de la Juventus n'a pas été confirmé, celui du Milan AC semble bien réel, cependant le club lombard n'aurait pour le moment pas pris contact avec les agents de Boga.

L'Inter pense à Bellerin, mais...

En quête de renforts en défense, sur les ailes notamment, l'Inter Milan serait intéressé par le latéral droit d'Arsenal Hector Bellerin (25 ans, 14 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison), d'après le Daily Mirror. Le profil de l'Espagnol aurait séduit les Nerazzurri d'Antonio Conte, qui n'ont toutefois pas encore formulé la moindre offre. Dans tous les cas, le club lombard devra se montrer convaincant pour boucler un tel dossier. Puisque les Gunners n'ont aucune envie de vendre un joueur lié jusqu'en juin 2023 et estimé à 32 M€ par le site Transfermarkt. Aux dernières nouvelles, Arsenal tentait même d'offrir à Bellerin un nouveau contrat. Une volonté qui rend la tâche très compliquée sur le papier aux Milanais...



Adrian prévoit de rester à Liverpool

Malgré un statut de doublure à Liverpool, le gardien Adrian (33 ans, 18 matchs toutes compétitions cette saison) ne semble pas pressé de quitter les Reds. Sous contrat jusqu'en juin 2021, l'Espagnol souhaite continuer, même dans l'ombre d'Alisson Becker, durant le prochain exercice.

"Je me vois à Liverpool en ce moment. Il me reste encore de nombreuses années à jouer, nous verrons. J'ai un contrat d'un an plus une année en option. Pour l'instant, je ne changerais rien pour être ici et profiter de ce beau moment. Après, je ne sais pas vraiment. Il faut vivre au présent et nous verrons ce qui se passera ensuite", a avoué l'ibère pour la Radio Sevilla.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE DÉLÉGUÉ AU BUDGET ALI BRAHITI Le Président de la République présente ses condoléances à la famille du défunt

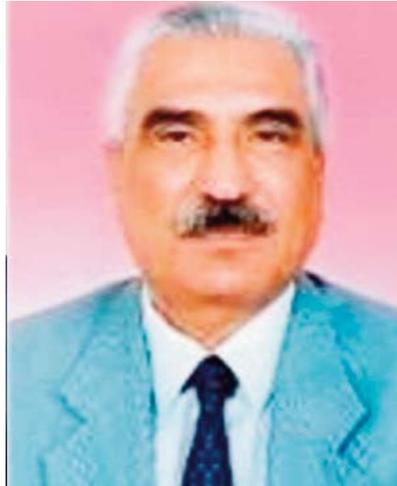
Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille de l'ancien ministre délégué au Budget, Ali Brahiti, décédé jeudi matin, dans lequel il a loué les qualités du défunt, connu pour ses compétences dans tous les postes de responsabilité qu'il a eu à assumer, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Suite au décès de l'ancien ministre délégué au Budget, Ali Brahiti, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, aujourd'hui, un message de condoléances et de sympathie aux membres de la famille du défunt dans lequel il a loué ses qualités", précisant que

l'Algérie "perd avec sa disparition un de ses cadres, connu pour son engagement et sa compétence avérée dans tous les postes de responsabilités qu'il a eu à assumer, en témoignent ceux qui le connaissent", lit-on dans le communiqué.

"En cette circonstance douloureuse, le

Président Tebboune a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa compassion aux membres de la famille du défunt, priant Dieu le Tout-puissant de l'entourer de Sa Sainte miséricorde et de prêter aux siens patience et réconfort", ajoute la même source.



Djerad présente ses condoléances

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a adressé un message de condoléances à la famille de l'ancien ministre délégué au Budget, Ali Brahiti, dé-

cedé jeudi matin. "J'ai appris avec une grande affliction la nouvelle du décès du frère Ali Brahiti, rappelé auprès de Dieu des suites d'une longue mala-

die", lit-on dans le message de condoléances. "En cette circonstance douloureuse, je vous adresse mes condoléances les plus attristées, priant Dieu le

Tout-Puissant d'accueillir le défunt en Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort", a ajouté le Premier ministre.

ALGÉRIE-ESPAGNE-ITALIE-IRLANDE

Entretiens téléphoniques entre M. Boukadoum et ses homologues espagnol, italien et irlandais

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, a eu jeudi des entretiens téléphoniques avec ses homologues d'Espagne, Mme Arancha Gonzalez Laya, d'Italie, M. Luigi di Maio, et d'Irlande, M. Simon Coveney, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Les récents développements intervenus sur la scène libyenne et la recherche d'une solution à la crise qui secoue ce pays frère et voisin, ainsi que les effets induits par la propagation de la pandémie du Coronavirus ont été au centre de ces échanges", précise la même source.

ALGÉRIE/ IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

L'Algérie a importé pour près de 2 mds USD au 1^{er} trimestre 2020

La facture d'importation des produits alimentaires en Algérie a atteint 1,93 milliard de dollars (usd) au 1^{er} trimestre 2020 contre 1,92 milliard usd à la même période de 2019, enregistrant une relative stabilité (+0,6%), après avoir reculé de 3,5% durant les deux premiers mois de l'année en cours, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Cette hausse de la facture est due, essentiellement, à une hausse des importations des céréales, des laits et produits laitiers, des sucres et fruits comestibles, précisent les statistiques des Douanes.

Les importations des biens alimentaires ont occupé, durant les trois premiers mois de l'année en cours, la 3^{ème} position dans la structure des importations globales du pays, avec un taux de 21,23%, après les biens d'équipements industriels (29,48%) et les demi-produits (21,27%). Représentant plus de 32,5% de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine ont atteint 629,50 millions usd durant les trois premiers mois de 2020, contre 614,39 millions usd à la même période en 2019, enregistrant une hausse de 2,46%.

Les achats de l'Algérie à l'étranger des produits laitiers ont également augmenté à 363,96 millions usd, contre 339,15 millions usd, soit (+7,32%). Cette tendance haussière

a touché aussi les importations du sucre et des sucreries qui ont atteint 180,75 millions usd, contre 168,01 millions usd (+7,58%), les fruits comestibles (fruits frais ou secs) qui ont augmenté de près de 54,5%, totalisant 87,61 millions usd contre 56,71 millions usd et les préparations alimentaires diverses qui ont totalisé 81,30 millions usd contre 73,39 millions usd (+10,78%), durant la même période de comparaison. Les importations des viandes fraîches ou réfrigérées ont atteint 55,71 millions usd contre 45,23 millions usd, également en hausse de près de 23,2%.

En revanche, les Douanes relèvent que les importations d'autres groupes de produits des biens alimentaires ont reculé durant le 1^{er} trimestre 2020 et par rapport à la même période de 2019.

Il s'agit des achats à l'étranger des résidus et déchets des industries alimentaires, dont les tourteaux et autres résidus solides, qui ont atteint 110 millions usd contre 126,35 millions usd, en baisse de près de 13% et des importations du groupe café, thé et épices qui ont atteint 83,34 millions usd contre 89,02 millions usd (-6,38%).

Les importations des légumes ont, également, reculé de 14,87%, pour totaliser 82,58 millions usd contre 97 millions usd, ainsi que celles des tabacs et succédanés de



tabac fabriqués qui ont totalisé 59,70 millions usd contre 76,41 millions usd (-21,86%).

Les importations d'huile de soja et ses fractions (classés dans le groupe des produits bruts) ont totalisé 151,84 millions usd (-3,21%). Par ailleurs, les importations des médicaments pour la vente en détail (classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires), ont enregistré une hausse de 20,45%, en s'établissant à 241,08 millions usd, contre 200,15 millions usd.

Durant toute l'année 2019, la facture d'importation des produits alimentaires avait reculé de 501 millions usd, soit près de

-6%, pour atteindre 8,07 milliards usd, par rapport à l'année d'avant.

Il est à relever que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait recommandé au Gouvernement, l'interdiction d'importer les produits fabriqués localement, tout en continuant à garantir le fonctionnement des entreprises et les besoins essentiels des consommateurs. Il avait également souligné l'impératif de réduire la facture d'importation des médicaments, en encourageant la production locale et en soumettant les produits pharmaceutiques importés à la certification pour la protection de la santé des citoyens.

ALGÉRIE-MALI-SOLIDARITÉ

Base Aérienne de Boufarik (Blida): embarquement de 90 tonnes d'aides humanitaires à destination du Mali

Une quantité de 90 tonnes d'aides humanitaires à destination du Mali, a été embarquée vendredi à bord d'avions militaires au niveau de la base aérienne de Boufarik à Blida en vue de son acheminement samedi matin vers la capitale Bamako.

La présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saida Benhabiles qui a présidé cette opération d'embarquement de ce don en denrées alimentaires et moyens de protection contre le Nouveau Coronavirus (COVID-19) dont des respirateurs artificiels, a indiqué qu'il s'agit de la deuxième action du genre en faveur du Mali depuis le début de la pandémie, après l'envoi la semaine dernière d'une aide

de 30 tonnes. Cette action s'ajoute à d'autres nombreuses initiatives à travers lesquelles le peuple algérien a exprimé son soutien et sa solidarité avec ses voisins, a observé Mme Benhabiles qui a rassuré que cet élan humanitaire va se poursuivre par l'organisation d'autres opérations similaires prochainement.

Elle a rappelé à ce titre que depuis le début de la pandémie du Covid-19, l'Algérie a initié plusieurs actions de solidarité avec ses voisins, dont l'envoi d'une aide humanitaire de 120 tonnes au Niger, et de 200 tonnes au profit de réfugiés sahraouis ainsi que des aides vers la Lybie et la zone située entre la wilaya de Souk Ahras et la frontière

tunisienne. Mme Benhabiles a souligné "le rôle important de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la réussite de ces actions humanitaires en destination des pays voisins, à travers notamment l'accompagnement du CRA dans l'organisation des différentes opérations de solidarité par la mobilisation de ses avions militaires pour le transport des dons".

La présidente du CRA a observé que "l'ANP a réussi à réaliser un équilibre entre sa mission sécuritaire qu'il mène avec grand professionnalisme et son rôle dans l'action humanitaire".